

SERVICES

Abattis	24
Le monde	28
Le monde	25
Le monde	24
Le monde	24

MINUTE

- L'offre de...
- Extension de...
- Connaissances...
- Formation...
- Actualité...
- Bourse...
- 36-15...



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13149 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beau-Méry Directeur : André Fontaine SAMEDI 9 MAI 1987

Sexe et politique à Washington

Abattis

La seconde course à la présidence de M. Gary Hart aura duré ce que durant les années. A peine lancée, elle vient d'être stoppée net, plongeant d'un coup le Parti démocrate dans la confusion. Et quelle est la cause de ce désastre politique ? Quelle est la grave erreur qui a soudain pris le pas dans les bulletins d'information de la télévision et les éditoriaux de la presse la plus sérieuse sur le scandale de l'« Irangate » ou le scandale de la candidature présidentielle Gary Hart a commis l'imprudence d'inviter sous son toit, à l'heure où les enfants dorment sagement dans leur lit, une ancienne reine de beauté de Caroline du Sud dont le charme et peut-être le talent lui avaient valu des seconds rôles dans des séries comme « Miami Vice ».

Après son succès aux élections locales

M^{me} Thatcher provoquerait des législatives en juin

Une grande partie des électeurs britanniques étaient appelés aux urnes le jeudi 7 mai pour renouveler plus de 12 000 sièges de conseillers de district. Les résultats font apparaître des gains du Parti conservateur. Ils confirment aussi la bonne tenue du parti de M^{me} Thatcher, ce qui, estime-t-on à Londres, incitera le premier ministre à provoquer des législatives en juin.

LONDRES

« Une bonne journée pour les Tories et c'est de bon augure... » Le président du Parti conservateur, M. Norman Tebbit, avait le succès modeste en commentant, vendredi 8 mai, les résultats des élections locales.

Le score des conservateurs est bien meilleur que n'avaient l'espéré les dirigeants du parti. Il confirme les indications fournies jusqu'à présent par les sondages d'opinion qui créditent le parti au pouvoir d'une formidable avance dans la perspective des élections législatives.

M^{me} Thatcher attendait le test du 7 mai pour fixer définitivement le moment de ce scrutin ; tous les observateurs estiment maintenant que les derniers doutes sont levés et se disent convaincus que le premier ministre, après avoir réuni, dimanche, ses plus proches collaborateurs, décidera de convoquer les électeurs en juin, la situation ne pouvant apparemment lui être plus

L'action fixée à 290 francs

La vente de la CGE : un test pour la suite des privatisations

M. Balladur ayant fixé à 290 F le prix d'offre des actions de la Compagnie générale d'électricité, la mise en vente commencera le 11 mai pour s'achever le 23. 39,58 millions de titres, cédés par l'Etat ou issus de l'augmentation de capital, seront offerts au public. La vente de la CGE constituera un test de la politique de privatisation du gouvernement.

La plus importante privatisation et la plus grosse augmentation de capital jamais réalisées en France : pour son retour au privé, la Compagnie générale d'électricité (CGE), premier groupe

industriel français, s'arroge records et originalités. Si l'augmentation de capital qui accompagne la cession de ses titres par l'Etat et la conversion des titres participatifs en actions profitent à l'entreprise, elles rendent aussi l'opération plus complexe et plus lourde. Cela ne facilitera pas les choses au moment même où l'enthousiasme des Français pour les « privatisables » semble se tempérer. Du moins à en juger par le succès mitigé de la vente du Crédit commercial de France qui s'est achevée le 7 mai.

La complexité de l'opération financière se double d'un enjeu industriel. En reprenant les activités de l'américain ITT dans les télécommunications, la CGE devient, certes, le numéro deux mondial de ce secteur, mais devra s'atteler à des restructurations difficiles. C'est sa dernière chance de réussir son internationalisation dans la communication. Si les gains paraissent sûrs pour les mois à venir, la vente de la CGE, par bien des aspects, sera un test pour la suite des privatisations.

(Lire page 19 l'article de CLAUDE BLANDIN.)

Des référendums en Pologne

Une réforme de la Constitution permettra au pouvoir d'en organiser.

PAGE 2

Un «rénovateur» candidat à l'Elysée ?

Les amis de M. Juquin n'excluent pas de présenter l'un des leurs.

PAGE 20

Procès Barbie

Le récit de l'arrestation de l'ancien chef de la Gestapo de Lyon.

PAGE 5

Festival de Cannes

« Un homme amoureux », de Diane Kurys : le poids des sentiments.

PAGE 13

Le Monde

SANS VISA

Les bateaux de croisière ne battent plus pavillon français. ■ An Bangladesh, rendez-vous à Cox's Bazar. ■ Une sélection de voyages. ■ Gastronomie.

Pages 7 à 11

Le sommaire complet se trouve page 20

Avant de se retirer

M. Balladur aux côtés de son ministre de l'Économie, M. Jacques Delors.

S'appuyant sur les rapports de M. Jacques Delors, M. Balladur a décidé de se retirer de la présidence du Conseil des ministres.

Le ministre de l'Économie, M. Jacques Delors, a été nommé à la présidence du Conseil des ministres.

M. Balladur a été nommé à la présidence du Conseil des ministres.

M. Balladur a été nommé à la présidence du Conseil des ministres.

M. Balladur a été nommé à la présidence du Conseil des ministres.

M. Balladur a été nommé à la présidence du Conseil des ministres.

M. Balladur a été nommé à la présidence du Conseil des ministres.

M. Balladur a été nommé à la présidence du Conseil des ministres.

M. Balladur a été nommé à la présidence du Conseil des ministres.

M. Balladur a été nommé à la présidence du Conseil des ministres.

M. Balladur a été nommé à la présidence du Conseil des ministres.

M. Balladur a été nommé à la présidence du Conseil des ministres.

M. Balladur a été nommé à la présidence du Conseil des ministres.

M. Balladur a été nommé à la présidence du Conseil des ministres.

M. Balladur a été nommé à la présidence du Conseil des ministres.

L'avenir de l'Université

Deux millions d'étudiants en l'an 2000 ?

De nombreux débats vont avoir lieu, au cours du mois de mai, autour du mot d'ordre du doublement des effectifs universitaires. Un objectif qui demanderait, pour être atteint, des mesures financières considérables.

Cinq mois après la tornade de novembre dernier, l'Université a retrouvé son rythme de croisière. Les étudiants, s'ils n'en pensent pas moins, ont regagné aussi vite qu'ils l'avaient quitté le chemin des amphithéâtres et des examens. Et c'est l'œil moqueur ou déçu que la plupart d'entre eux ont regardé

passer, fin mars, la caravane des États généraux. Leurs syndicats ont repris, où ils les avaient laissés, leurs querelles anciennes. La célébration du 70^e anniversaire de l'Union nationale des étudiants de France va donc donner lieu, en cette fin de semaine, à des manifestations concurrentes des deux camps ennemis : l'UNEF-ID (Indépendante et démocratique, proche des socialistes) y consacrer la première journée de son congrès, ce vendredi 8 mai, tandis que l'UNEF-SE (Solidarité étudiante, proche des communistes) organise, le 10 mai, un grand ban-

quet commémoratif à Montreuil. Et chacune aura invité assez d'anciens présidents de l'UNEF pour prétendre être la légitime héritière.

Quant au ministère, il s'appuie sur le réalisme budgétaire et la complexité des enjeux pour renvoyer la définition d'une politique universitaire au-delà des échéances politiques de 1988. En espérant doubler au plus près le cap délicat de la prochaine rentrée.

GÉRARD COURTOIS.

(Lire la suite page 6.)

LE MONDE diplomatique

MAI 1987

L'ART DE LA DÉSINFORMATION

Le Monde diplomatique ouvre le dossier complexe des mécanismes les plus subtils de la manipulation de l'opinion, à l'Est comme à l'Ouest.

UN DOSSIER RÉVÉLATEUR

Les ambiguïtés idéologiques de la croisade menée en Occident contre la « désinformation » qu'orchestrerait à travers nos médias le bloc communiste. La vraie nature des organismes et des officines, le plus souvent américains, qui participent à ce combat. Leurs modes d'action, leur stratégie.

UN DOSSIER INSTRUCTIF

Le démontage minutieux de la « mise en scène » des informations télévisées et ses effets pervers. Sondages : reflets de l'opinion ou des médias ? Une critique originale de l'utilisation abusive des enquêtes.

UN DOSSIER INTERNATIONAL

L'écriture Gilles Perrault démystifie la filière bulgare, impliquée dans l'attentat contre le pape. ■ Comment les adversaires d'Allende ont utilisé les médias pour déstabiliser l'opinion. ■ La manipulation de la presse lors du raid américain sur le Liban. ■ La logique de l'information et de la censure en Union soviétique, et les limites de leur évolution sous M. Gorbatchev.

En vente chez votre marchand de journaux

La victoire de Philippe Jeantot

Cinquante mille kilomètres de solitude

Philippe Jeantot est un navigateur combi. Il vient de remporter sa deuxième victoire consécutive dans la course autour du monde en solitaire, pulvérisant avec *Crédit Agricole-II* le record qu'il avait établi en 1983. Vingt-cinq jours de moins pour un périple de 27 000 miles en quatre étapes. L'amélioration du matériel ainsi qu'une météo indulgente expliquent cette performance.

Certes éprouvé par les longues veilles à la barre et courbaturé par les incessantes manœuvres, Philippe Jeantot était loin de l'épuisement lorsqu'il a mis le pied, jeudi 7 mai, sur la célèbre jetée de Newport (Rhode-Island). D'aventure sauvage, rythmée par les 40^e rugissements, la course s'est transformée cette année en quatre régates entre les meilleurs, entrecoupées par de longues périodes de repos pour les hommes et les bateaux. Pendant ses séjours à terre, Philippe Jeantot, l'aventurier solitaire, s'est pris à rêver d'un « tour du monde sans escale ».

(Lire page 12 le reportage de SERGE BOLLOCH.)

Les élections à Malte

La démocratie à l'épreuve de la violence

Des élections auront lieu à Malte le samedi 9 mai. Le Parti nationaliste est le principal rival des travaillistes, au pouvoir à La Valette depuis 1971.

LA VALETTE

de notre envoyé spécial

La première impression n'est pas nécessairement la bonne ; celle-ci est en tout cas franchement déstabilisante : tous les passagers débarquant ces jours-ci à l'aéroport international de La Valette sont soumis à une fouille poussée, qu'ils doivent de surcroît attendre, debout dans le hall d'arrivée, durant deux à trois heures. Outre les citoyens maltais, le gros des « victimes » est fourni par de paisibles visiteurs britanniques, vieillards ladies et familles d'origine populaire fuyant les brumes de Londres ou de Liverpool pour les enchantements de la Méditerranée.

Cette mesure a été décidée par le gouvernement travailliste de Malte après que, le 2 mai, la police italienne eut arrêté trois jeunes Maltais qui s'apparentaient à s'embarquer à Caxaro sur le ferry-boat qui, tous les samedis, conduit son lot d'habitants de La Valette et autres insulaires « faire leur marché » dans la grande ville de l'Est sicilien. Ces trois personnes étaient armées un peu plus qu'il n'est fréquent dans l'ancienne colonie britannique : elles avaient chacune deux ou trois pistolets. A quelques jours des élections législatives du samedi 9 mai, préparées dans un climat de grande passion, le premier ministre, M. Carmelo Mifsud Bonnici, ne laissa pas passer cette affaire « très dangereuse et sérieuse ».

La police a ainsi été invitée à renforcer ses contrôles, ce dont elle s'acquitta avec un mélange de rigueur hérité du Civil service britannique et d'immémoriale lenteur méditerranéenne.

Il était tentant pour les travaillistes de saisir au vol un incident dont les trois partenaires pourraient bien être des sympathisants de leur grand rival, le Parti nationaliste (PN). Car la formation pro-européenne et conservatrice de M. Eddie Fenech Adams ne cesse, depuis des années et avec une vigueur renouvelée ces derniers mois, de dénoncer les « violences » perpétrées par les hommes de main du Parti travailliste avec la complicité au moins passive de la police. Un opusculé intitulé *Malte brûle-t-elle ?* recensant, photos à l'appui, cinquante « journées chaudes » depuis l'arrivée du Labour au pouvoir en 1971, est remis ces jours-ci à tout journaliste de passage au siège du PN. Le plus récent des incidents est le mitraillage, le 5 décembre dernier, d'un « club » nationaliste à Goudja, non loin de l'aéroport international, au cours duquel un militant a été tué.

D'une façon générale, le Parti travailliste accuse « les autres », selon la terminologie en usage, d'être les machiavéliques organisateurs de ces violences.

JEAN-PIERRE CLERC.

(Lire la suite page 2.)

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 140 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 10,80 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 235 F CFA ; Suède, 11,50 cr. ; Suisse, 1,50 F. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : après les « élections blanches »

L'archevêque Desmond Tutu demande aux vingt et un députés progressistes de renoncer à leur siège

JOHANNESBURG
de notre correspondant

« L'Afrique du Sud est entrée dans l'âge des ténèbres, la période la plus sombre de son histoire », s'est exclamé l'archevêque anglican Desmond Tutu à l'annonce des résultats des élections législatives blanches du 6 mai. Le Prix Nobel de la paix a prôné une escalade de l'opposition, de l'intolérance et de la répression, après la confortable victoire du Parti national et la poussée spectaculaire de la droite.

Après deux années et demie de troubles, l'Afrique du Sud s'est raidie. Elle a réagi par un réflexe de peur. Pour des Noirs, pour des « rouges », pour de la violence. Trois thèmes de propagande des nationalistes qui ont fonctionné à merveille à en juger par les résultats. Au lendemain du 6 mai, le spectre politique blanc s'est considérablement accru. Le Parti national contrôle 123 des 166 sièges de la Chambre et le Parti conservateur 22. Si l'on additionne les voix de ces deux formations ainsi que celles du HNP (Herstigte Nasionale Party, extrême droite), qui n'a pas d'élus, on constate que 82 % des suffrages exprimés vont à la droite. Il ne reste alors que vingt et un députés au courant libéral et progressiste avec 18 % des voix.

Un vote sécuritaire, donc. C'est en tout cas ce qu'a compris le chef de l'Etat, M. Pieter Botha. Les seules possibilités de négociations qu'il entrevoyait sont celles qui pourraient être menées par « des leaders pacifiques, raisonnables et modérés », pas avec « des organisations basées à l'extérieur des frontières qui envoient des messages sur notre territoire ».

Le président de la République espère toujours que le Conseil national dont il a proposé la création, il y a un an et demi, puisse bientôt voir le jour alors qu'aucun représentant crédible de la communauté noire n'a accepté de participer à cette instance à ce jour, sinon quelques chefs de l'homeland. Même le chef soufou Gashu Buthelesi a refusé jeudi qu'il n'était pas prêt à « voler de force l'appareil de la nouvelle formule ». Lui aussi demande l'ouverture de pourparlers sérieux, craignant que « la violence ne devienne l'ultime arbitre ».

Lors d'un entretien télévisé, le président Botha a demandé aux nations étrangères de se mêler de ce qui les regarde et de laisser l'Afrique du Sud régler ses problèmes seule. S'adressant ensuite aux opposants, il a indiqué qu'il voulait à ce que « le gouvernement prenne des mesures très fermes contre les actions extraparlimentaires ainsi

que contre le financement de ces organisations par des fonds venus de l'étranger ». Tout changement, a-t-il ajouté, doit intervenir dans le cadre du Parlement.

Cela laisse présager de nouvelles mesures restrictives contre tous les mouvements hostiles à l'apartheid, considérés par le régime comme des foyers de « subversion ». Mais, plus que jamais au vu des résultats, les opposants au système refuseront de fonder des espoirs de réforme sur une institution qu'ils estiment dévalorisée.

L'archevêque Desmond Tutu a d'ailleurs demandé aux députés progressistes élus de renoncer à leur fonction, qui sert de faire-valoir au pouvoir. En fait, avec 52,45 % des suffrages exprimés, soit un peu plus d'un million d'électeurs, le parti de M. Botha va présider aux destinées de quatre-vingt millions d'habitants. Sur les quelque trois millions de votants 68 % ont déposé un bulletin dans l'urne. A elle seule, l'opposition de droite représente près de 30 %, dont 26,5 % pour le seul Parti conservateur, qui devient officiellement le premier parti de l'opposition.

Désormais, le Parti national, s'il a toujours les coudées franches à la Chambre blanche, est captif de ces 30 % d'électeurs de droite et d'extrême droite, ce qui lui interdit toute initiative hardie. Dans de nombreuses circonscriptions, les marges

par lesquelles certains candidats ont été élus sont très faibles. Et surtout, le parti majoritaire a enregistré de sérieux revers dans la province du Transvaal, la plus importante parce que la plus peuplée, qui a toujours été par le passé un bastion nationaliste.

Malgré tout, le président de la République n'a pas fait la fine bouche et s'est déclaré satisfait du résultat, même s'il espérait mieux dans certaines circonscriptions. De Lusaka, M. Oliver Tambo, président de l'ANC (Congrès national africain), a demandé aux Blancs d'ouvrir les yeux et de voir la réalité en face. Il a parlé de « mandat pour une répression accrue », prévoyant « une escalade du conflit non seulement en Afrique du Sud, mais dans toute la région ». Une perspective plus que probable, car, malgré leur victoire, on ne voit pas comment les nationalistes pourront à l'avenir réduire les tensions que les résultats du scrutin vont exacerber.

En votant comme ils l'ont fait, les Blancs ont démontré qu'ils n'étaient pas prêts à renoncer à leurs privilèges, qu'ils à compromettre définitivement l'avenir d'un pays pour lequel ils ne cessent de proclamer leur amour. Le quotidien libéral The Star a résumé la situation de l'après-6 mai en une formule : « Triomphe pour P. W. Botha. Tragédie pour l'Afrique du Sud ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

A l'issue de sa visite en France

Le président du Cameroun remercie Paris pour son « aide active » au Tchad

Le président du Cameroun, M. Paul Biya, a regagné Yaoundé le jeudi 7 mai, à l'issue d'une visite de quatre jours en France. Au cours d'une conférence de presse, il a fait état de promesses françaises au sujet d'un accroissement de l'aide bilatérale, sans donner de chiffres. Evoquant les difficultés économiques de son pays, il a dit n'avoir pris, à ce jour, aucune décision au sujet de l'aide qu'il pourrait demander au Fonds monétaire international, qui y met des conditions.

D'autre part, M. Biya a confirmé que ses services de sécurité avaient récemment intercepté à Garoua, dans le nord du pays, un commando qui tentait de s'infiltrer au Tchad (le Monde du 5 mai). « Ces services ont arrêté des personnes suspectes d'être des transporteurs d'explosifs », a-t-il précisé. « Si on en croit le porteur des explosifs dont on n'avait pas déterminé avant mon départ pour Paris s'il était tchadien

ou libyen, le matériel était destiné à un camion qui allait au Tchad ».

« J'ai reçu l'assurance du soutien de la France en cas de besoin », a dit M. Biya au sujet de ces infiltrations. Il a exprimé « la reconnaissance du Cameroun et de l'Afrique » à la France pour sa contribution à la stabilité dans la région grâce à son « aide active » au Tchad.

Judé également, M. Denis Baudouin, porte-parole de Matignon, a confirmé que des Français franchiraient prochainement le 16^e parallèle pour une mission d'aide logistique et humanitaire demandée par M. Hissène Habré. Il a démenti, d'autre part, les informations faisant état d'un « prétendu différend » franco-américain au Tchad, soulignant : « Les Américains ont, en effet, essayé de dissuader et de remettre en marche un hélicoptère M24 de fabrication soviétique à Ouadi-Doum, mais il n'y a eu aucun différend avec Paris à ce sujet ».

Amériques

ÉTATS-UNIS : le retrait de M. Gary Hart

La course à l'investiture démocrate est désormais très ouverte

WASHINGTON
correspondance

M. Gary Hart a décidé de se retirer de la course à l'investiture du Parti démocrate. Sa décision, dont l'annonce avait été retardée pour lui donner le temps de l'expliquer à sa famille et à ses amis, a fait sensation à Washington, mais n'a pas étonné les observateurs.

Les révélations du Miami Herald sur ses relations avec une actrice, M^{lle} Donna Rice, avaient, en effet, porté un coup sévère à sa campagne. Les humoristes de la télévision et les caricaturistes se sont gaussés de ses explications sur le caractère platonique de ses liens avec la jeune femme. Et ses déclarations ont été accueillies avec un sourire complice par des journalistes attachés à ses pas et qui le harcelaient depuis quelques jours de questions très personnelles.

« Avez-vous déjà commis un adultère ? », lui a ainsi demandé à brûle-pourpoint un de ses interlocuteurs. « Je n'ai pas à répondre à cette question ». Une réplique aussi évasive de l'intéressé ne pouvait que confirmer sa réputation de coureur de jupons et entretenir les doutes sur son jugement et son caractère. Malgré la présence, à ses côtés, de sa femme Lee, réaffirmant sa confiance en son mari, M. Gary Hart commençait à « craquer ».

Le coup de grâce

Le coup de grâce lui a été porté par le Washington Post, qui a informé l'équipe de M. Hart que le journal avait des informations solides sur une autre liaison du candidat démocrate avec une dame de Washington qu'il connaissait depuis longtemps. M. Bradlee, rédacteur en chef du Post, a démenti vigoureusement les rumeurs selon lesquelles il aurait menacé de publier un article à ce sujet, si M. Hart ne renonçait pas de lui-même à sa campagne. Il s'empêcha que, face à cette situation, l'ancien sénateur du Colorado ne préférât interrompre une course à l'investiture, qu'il avait d'abord suspendue « pour quelques jours ou quelques semaines ».

Fatigué d'avoir affaire à une meute de journalistes lui posant toutes la même question, et dans l'incapacité désormais d'exposer son programme, M. Hart devait quitter en hâte et dans la plus grande discrétion le New-Hampshire où les mauvaises nouvelles n'avaient cessé d'affluer : les sondages indiquaient une chute brutale de sa popularité, et, surtout, les bailleurs de fonds se dérobaient. Or M. Hart doit encore

1 300 000 dollars pour la campagne de 1984.

Les observateurs attribuent ce nouvel échec au caractère indéchiffrable de M. Hart - « suicidaire » disent les psychiatres - et à de graves fautes de jugement. Compte tenu de sa réputation d'homme aimant les femmes, il aurait dû faire preuve d'une prudence exceptionnelle dans ses relations avec M^{lle} Rice, et éviter de provoquer les médias. D'autant que sa crédibilité était déjà entamée par les souvenirs de la campagne de 1984, où il avait été révélé qu'il avait changé de nom (son vrai nom est Hartpence) et qu'il avait triché sur son âge. Le flou de son programme ainsi que sa personnalité compliquée déconcertaient

les électeurs, qui s'ils tolèrent les entorses à la morale des présidents en exercice, exigent une rigoureuse moralité de ceux aspirant à les représenter.

Le retrait de M. Hart relance la course à l'investiture démocrate. Aucun des candidats déclarés ne dispose d'une marge d'avance suffisante pour se détacher irrésistiblement. D'autres concurrents peuvent maintenant entrer en lice, notamment le sénateur Nunn de Géorgie ou le gouverneur de l'Arkansas, M. Clinton. Mais dans cette situation, analogue à celle de 1976 où M. Jimmy Carter surgit d'une relative obscurité, l'ascension d'une personnalité nouvelle et encore inconnue est possible.

HENRI PIERRE.



Un personnage énigmatique

Gary Hart sera donc sorti de politique au moment où il était entré - du moins aux yeux du grand public, - lorsqu'il avait remporté, un jour de février 1984, une surprise victoire lors de l'élection primaire, dans le New-Hampshire. Ce succès inattendu en avait fait alors un sérieux rival pour le sénateur Walter Mondale, pourtant appuyé par la machine du Parti démocrate. Non sans mal, ce dernier avait finalement obtenu l'investiture du parti de l'âne - symbole des démocrates - mais Gary Hart avait tiré de cette expérience la conviction que la prochaine fois serait la bonne : « Je sais que je serai président des Etats-Unis, le jour, c'est tout », avait-il lancé.

Le rêve de l'ancien sénateur du Colorado s'est brisé sur une banale affaire d'adultère, dont cet homme au sourire d'éternel jeune premier était si demeurant couturier, si l'on en croit la presse américaine. La plus grande faute de Gary Hart sera sans doute, malgré ses indéniables qualités intellectuelles, d'avoir trop longtemps confondu le monde du cinéma et celui de la politique. La non-professionnalisme ne pardonne décidément pas aux Etats-Unis.

Curieux homme en vérité que ce juriste séducteur mais secret, à l'enthousiasme communicatif, mais au caractère introverti, voire sombre. Contradictoire dans ses comportements, jugé érigé par beaucoup, Gary Hart, s'il avait autour de lui un groupe de fidèles, n'avait jamais réussi à faire tomber certaines préventions à son égard, notamment celles des cadres du sein de son propre parti. Ceux-ci, en particulier les chefs syndicalistes, n'avaient guère apprécié, lors de la campagne de 1984, les attaques répétées de Hart contre les

« intérêts spéciaux », qui, aux yeux du candidat à la présidence, avaient fini par transformer le Parti démocrate en un conglomérat de groupes professionnels, humains ou ethniques, sans vision globale de la société américaine.

De « nouvelles idées »

Les membres de l'appareil démocrate, attachés au vieux fonds rooseveltien hérité de l'époque du New Deal, ne pouvaient aussi qu'être méfiants envers un homme pour qui tout devait être nouveau. Gary Hart avait voulu être le candidat des « nouvelles générations » de s'engager dans une « nouvelle direction » dans l'espoir d'attirer de « nouvelles frontières ». Cette rhétorique restait, hélas ! un peu creuse, car son auteur avait fini par reconnaître plus ou moins le jour où il avait déclaré : « Ce que je cherche à créer, c'est une troisième voie, entre la gauche et la droite, sur la défense, l'environnement et l'économie ».

Venu de l'aile gauche du Parti démocrate - il fut, en 1972, l'organisateur de la campagne présidentielle de M. McGovern, un farouche adversaire de la guerre au Vietnam, l'ancien sénateur, tout en gardant des contacts avec les milieux écologistes, avait évolué sans doute vers une plus grande pragmatisme. Son souci d'innovation s'était manifesté récemment dans le domaine de la politique étrangère, où il s'était fait l'avocat d'un « engagement décalé » censé remplacer, selon lui, une diplomatie américaine principalement fondée sur la nécessité de contenir l'expansionnisme soviétique.

MANUEL LUCBERT.

Proche-Orient

La guerre du Golfe

L'URSS et les Etats-Unis protégeront des pétroliers koweïtiens

Le premier des trois pétroliers soviétiques affectés par le Koweït, pour parer aux attaques imminentes contre ses propres bâtiments dans le Golfe, est arrivé au port koweïtien de Minal-Ahmedi, à 800 km au nord de la date de son départ, il s'est dirigé vers le sud. L'accord conclu en avril entre le Koweït et Moscou envisage une protection militaire soviétique des pétroliers lous par l'émirat ; parallèlement, Koweït et Washington mettent la dernière touche à un accord prévoyant l'immatriculation aux Etats-Unis de onze des vingt-deux pétroliers de la compagnie d'Etat koweïtienne.

Il s'agit pour l'émirat - dont les bâtiments sont de plus en plus fréquemment la cible des attaques irakiennes - de faire transporter son pétrole à bord de navires arabes et pavillons de l'une ou l'autre des grandes puissances. La mesure est censée dissuader l'Irak de nouvelles attaques, sauf à risquer alors une riposte américaine ou soviétique.

L'Irak a récemment multiplié les mises en garde au Koweït, accusé de

soutenir l'Irak dans le conflit du Golfe (le Monde du 26-27 avril). Une nette escalade est sensible dans la « guerre des pétroliers », qui dure depuis 1984. Quinze navires en provenance ou à destination du Koweït ont été attaqués par la marine irakienne depuis le début de l'année, dont deux la semaine dernière. On estime que ces raids sont menés par la flotte des Gardiens de la révolution à partir d'une nouvelle base, située sur l'île Al-Farisiyah, dans le nord du Golfe. (AFP, Reuters).

● EGYPTÉ : attentat revendiqué. - Une organisation inconnue a revendiqué, mercredi 6 mai, l'attentat contre l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Hassan Abou Bache (le Monde du 7 mai), dans un appel téléphonique au quotidien Al Wafd, organe du Néo-Wafd (opposition), a annoncé le journal dans son édition de jeudi. M. Abou Bache a été attaqué pour « son implication dans les affaires de torture des membres du courant islamique lorsqu'il était ministre de l'Intérieur (1982-1984) au lendemain de l'assassinat (en octobre 1981) de l'ancien président Anwar El Sedate », a indiqué le correspondant anonyme.

Plusieurs suspects appartenant à la mouvance islamiste ont été arrêtés au Caire et en Haute Egypte dans le cadre de l'enquête sur cet attentat. Les militants du mouvement Al Jihad semblent particulièrement visés. (AFP, Reuters).

● ISRAËL : attentat. - Une bombe placée dans une poubelle à proximité d'un café dans une rue populeuse de la localité méditerranéenne de Kiyat Gat a explosé jeudi 7 mai, faisant six blessés légers. Une quarantaine de Palestiniens ont été arrêtés après l'attentat. (Reuters).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 636572 F
Tél. MONDIPAR (1) 45-23-06-81
Tél. (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Baudouin (1969-1982-1983)

André Lemaire (1982-1983)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme

des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Worms.

Rédacteur en chef : Daniel Veret.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS

Tél. (1) 45-25-91-81 et 45-25-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde (ISSN 785-010) is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde s/a Spedimpost, 45-46 38 th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y., and at additional mailing offices. Postmaster: send address changes to Le Monde s/a Spedimpost, U.S.A., P.O. Box 45-46 38 Street, L.I.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

SP 507 09

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 673 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 357 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par avion)

L. BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 300 F

IL - SUISSE - TUNISIE

584 F 972 F 1 494 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'adresser tous les sous-payements en espèces d'urgence.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 26-15 - TOUT LÉMONDE

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

Le Monde (ISSN 785-010) is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde s/a Spedimpost, 45-46 38 th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y., and at additional mailing offices. Postmaster: send address changes to Le Monde s/a Spedimpost, U.S.A., P.O. Box 45-46 38 Street, L.I.C., N.Y. 11104.

Le Monde (ISSN 785-010) is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde s/a Spedimpost, 45-46 38 th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y., and at additional mailing offices. Postmaster: send address changes to Le Monde s/a Spedimpost, U.S.A., P.O. Box 45-46 38 Street, L.I.C., N.Y. 11104.

Le Monde (ISSN 785-010) is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde s/a Spedimpost, 45-46 38 th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y., and at additional mailing offices. Postmaster: send address changes to Le Monde s/a Spedimpost, U.S.A., P.O. Box 45-46 38 Street, L.I.C., N.Y. 11104.

Le Monde (ISSN 785-010) is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde s/a Spedimpost, 45-46 38 th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y., and at additional mailing offices. Postmaster: send address changes to Le Monde s/a Spedimpost, U.S.A., P.O. Box 45-46 38 Street, L.I.C., N.Y. 11104.

Le Monde (ISSN 785-010) is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde s/a Spedimpost, 45-46 38 th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y., and at additional mailing offices. Postmaster: send address changes to Le Monde s/a Spedimpost, U.S.A., P.O. Box 45-46 38 Street, L.I.C., N.Y. 11104.

Le Monde (ISSN 785-010) is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde s/a Spedimpost, 45-46 38 th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y., and at additional mailing offices. Postmaster: send address changes to Le Monde s/a Spedimpost, U.S.A., P.O. Box 45-46 38 Street, L.I.C., N.Y. 11104.

Le Monde (ISSN 785-010) is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde s/a Spedimpost, 45-46 38 th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y., and at additional mailing offices. Postmaster: send address changes to Le Monde s/a Spedimpost, U.S.A., P.O. Box 45-46 38 Street, L.I.C., N.Y. 11104.

Société

JUSTICE

M. Jean-Claude Duvalier devant le tribunal de Grasse

Procédure autour de 120 millions de dollars

CANNES
de notre correspondant régional

Après avoir été renvoyé le 5 mars dernier à la demande de la défense, le procès pour détournement de fonds publics intenté par l'Etat haïtien contre son ancien président déchu, M. Jean-Claude Duvalier, plusieurs membres de la famille et de l'entourage de celui-ci (1), s'est ouvert le jeudi 7 mai devant la première chambre civile du tribunal de grande instance de Grasse (Alpes-Maritimes).

Les autorités de Port-au-Prince réclament la restitution d'une somme de 120 millions de dollars que le clan Duvalier aurait détournée au préjudice de divers organismes publics ou parapublics d'Haïti au cours des sept dernières années du règne de « Bébé Doc », de 1979 à février 1986.

L'audience présidée par M. Bernard Aubry n'a porté que sur la discussion des moyens de forme visant, en particulier, la compétence de la juridiction grasse et la recevabilité de l'action engagée par l'Etat haïtien, l'une et l'autre contestées par les défenses. Le tribunal a mis en jugement en délibéré au 23 juin et statuera sur le fond, n'y a lieu, le 17 novembre.

Une juridiction de l'ordre judiciaire français peut-elle se prononcer dans une procédure intéressant un Etat souverain étranger ? Telle est la question autour de laquelle ont tourné, pour l'essentiel, les longs débats — six heures trente — qui ont mis aux prises les avocats des deux parties.

Parmi les nombreuses exceptions de procédure et de fin de non-recevoir qu'ils ont soulevées, les défenses ont, M. Duvalier et de ses proches ont, surtout, invoqué l'imprescriptibilité et le défaut de pouvoir du tribunal de Grasse, l'imprescriptibilité territoriale, d'abord, puisque selon M. Sauveur Vaisse, avocat de Bébé Doc, son client a bénéficié en

France d'un asile « régulier » lui permettant de faire jouer à son avantage le principe de l'extraterritorialité. Incompétence personnelle et matérielle, ensuite, dans la mesure où la demande de l'Etat haïtien relève exclusivement du droit public « dont les règles ne peuvent être mises en œuvre que par lui-même ».

M. Duvalier, a soutenu son défenseur, a agi en tant qu'organe de l'Etat, et donc dans le cadre de la gestion des affaires publiques d'Haïti. Les avocats de l'ancien président et de l'ancien ministre des finances haïtien, M. Frantz Merceron, ont objecté que ceux-ci auraient dû, préalablement, être traduits devant la Haute Cour de justice d'Haïti en vertu même de la Constitution de leur pays. « Ce serait une aberration complète, a-t-il dit à ce sujet M. Versini-Campinchi, que les tribunaux français se déclarent incompétents pour juger l'ancien ministre Christian Nucci en se reconnaissant le droit, dans le même temps, de juger un ancien chef d'Etat étranger. »

« Un créancier »

L'Etat haïtien s'étant constitué partie civile dans une procédure pénale engagée en Haïti contre le clan Duvalier, les avocats de la défense ont estimé que le tribunal de Grasse devait observer, en l'espèce, le principe de droit français selon lequel « le criminel tient le civil en l'état ». Le principal argument utilisé, en réponse, par les avocats de l'Etat haïtien, M. Jacques Salès et M. Yann Colin, est que les faits reprochés à M. Duvalier et ses proches ne constituent pas des actes de puissance publique, mais « des actes purement privés commis à des fins purement personnelles ». « Si M. Duvalier a exporté, en trois ans, 66 millions de dollars en devises étrangères, a observé M. Salès, ce n'était pas pour financer les œuvres sociales d'Haïti, mais pour acheter

des bijoux, des bateaux, des voitures de luxe et des appartements somptueux pour lui et son entourage. En l'occurrence, l'Etat haïtien a donc été la victime directe des fautes personnelles de l'ancien dictateur. »

Pourquoi, se sont encore interrogés les deux avocats, y aurait-il, en la circonstance, immixtion du tribunal dans le fonctionnement d'un Etat étranger alors que celui-ci lui demande d'intervenir ? Ils ont insisté, enfin, sur les mesures conservatoires (gel des avoirs de M. Duvalier) ordonnées précédemment par plusieurs tribunaux français.

Admettant de l'audience, M. Vaisse avait décrit M. Duvalier comme président démocrate, reconnu par les instances internationales et encouragé par le pape lui-même dans ses efforts de libéralisation politique. Un portrait vigoureusement corrigé par M. Salès, qui a dénoncé l'ancien dictateur comme « un tortionnaire et un voleur ».

GUY PORTE

(1) Dix personnes ont été citées par l'Etat haïtien : M. Jean-Claude Duvalier (qui réside à Monglos, près de Cannes depuis plus d'un an), son épouse, Michèle, sa mère, Simone-Ovide, ses trois sœurs, Simone, Marie-Denise et Nicole, M. Frantz Merceron, ancien ministre des finances d'Haïti, ainsi que trois proches de l'ancien président, MM. Jean Samboeur, Auguste Donyon et Max Dominguet.

A Paris

M. Pierre Dangles
condamné pour corruption

Reconnu coupable du délit de corruption passive de fonctionnaire, M. Pierre Dangles, soixante-deux ans, conseiller RPR du 14^e arrondissement de Paris, a été condamné, jeudi 7 mai, à un mois de prison avec sursis et 10 000 F d'amende par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris.

En juin 1982, une femme de soixante et onze ans, M^{me} Fortuné Martelli, lui avait remis une enveloppe contenant 5 000 F, dans l'espoir que ce geste lui permettrait d'obtenir un logement plus confortable que celui qui avait été mis à sa disposition après une expulsion par la société anonyme mixte de rénovation du secteur Palesme (SEM-REP), dont M. Dangles était vice-président. Le conseiller avait remis cette somme à l'association « 14 Informations », patronnée par le RPR, qui a pour but l'amélioration des conditions de vie sociales et économiques dans le 14^e arrondissement.

Mais en février 1983 M^{me} Martelli, n'ayant pu obtenir satisfaction, confia sa déception à M. Yves Lanciaud, député de l'arrondissement, et, le 27 mars 1986, M. Dangles était inculpé de corruption passive par M. Claude Grélier, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris.

Dans son jugement, M^{me} Marie-Claude Duverrier, présidente de la 17^e chambre, a déclaré : « En acceptant l'enveloppe (...) alors qu'il savait (...) qu'elle lui était remise dans le seul but d'obtenir l'attribution d'un appartement, Pierre Dangles manifeste clairement son adhésion au pacte de corruption. »

En revanche, M^{me} Martelli est déboutée de sa constitution de partie civile, car le tribunal note qu'elle invoque l'existence d'un préjudice qui, parallèlement, résulterait de la fois de la vénalité du prévenu et du fait que celle-ci n'aurait pas produit les effets qu'elle escomptait. M.P.

Un second avocat pour M. Jacques Delors. — Pour son second M. Pascal Dewinter, conseiller habituel, M. Jacques Delors, contrôleur général de la police nationale et ancien directeur du Service de coopération technique internationale de police (SCTIP), inculpé dans l'affaire du Carrefour de développement, vient de faire appel à un nouvel avocat. Celui-ci, M. Sylvain Garant, est le fondateur de l'association J'aime ma police, la France avec sa police, créée en juin 1986, alors que plusieurs incidents avaient provoqué la mise en cause de M. Paez, ministre de l'Intérieur, accusé d'avoir, par des propos « musclés », créé un climat propice aux bavures. Lors de la création de son association, M. Garant avait d'ailleurs indiqué qu'il avait pour but de « répondre à la série d'articles dans la presse relatant des bavures, mais pas pour justifier ces bavures, mais pour laisser la justice faire son travail ».

RECTIFICATIF. — C'est en novembre 1985 (et non 1986) qu'a eu lieu l'enquête de la chambre nationale des notaires qui a abouti à la destitution de M. Jean-Etienne Alexandre par le tribunal d'Appello (le Monde du 2 avril).

SCIENCES

Accident simulé à la centrale de Paluel (Seine-Maritime)

Théâtre pour une catastrophe nucléaire

Les pouvoirs publics se sont livrés, mercredi 6 et jeudi 7 mai, pendant quarante-huit heures, à la simulation d'un accident nucléaire nécessitant l'évacuation fictive de plusieurs centaines de personnes. Ce type d'exercice n'est pas entièrement nouveau et de telles manœuvres ont déjà été effectuées sur certains des réacteurs des centrales de Bugey, Tricastin, Chinon, Dampierre et sur l'usine de retraitement des combustibles irradiés de La Hague. Mais cette fois, les autorités ont souhaité associer à cet exercice deux journalistes de France-Inter et de FR3, Thierry Guerrier et Philippe Dessaint, et un chercheur sur les situations de crise, Patrick Lagarde, pour mieux analyser la pression qu'exerceraient les médias si un tel accident survenait.

L'exercice a porté essentiellement sur deux périodes : l'alerte du premier jour de l'accident et la situation telle qu'elle serait dans le mois qui suit. Pour cette simulation, menée par l'ensemble des services concernés par un exercice de ce genre (sûreté nucléaire, service de radioprotection, ministère de l'Intérieur, EDF, Commissariat à l'énergie atomique, etc.) les pouvoirs publics ont fait simuler au personnel de la centrale de Paluel (Seine-Maritime) une perte de refroidissement du cœur du réacteur numéro 1,

avec début de fusion des gaines de combustible et rejet d'effluents radioactifs dans l'environnement.

L'incident avait été programmé pour le 6 mai à 6 heures du matin et a donné lieu à la simulation de l'évacuation de 602 personnes dont les habitations étaient situées sous le panache du rejet et au confinement dans leurs maisons et leurs appartements de 7 200 autres. Puis les techniciens ont progressivement contrôlé le réacteur tandis que les autres services vasaient à leurs tâches.

Après cette première journée sous le signe de l'urgence, les acteurs de cet exercice, que le Conseil interministériel de sécurité nucléaire estime « extrêmement improbable » (1), se sont intéressés aux conséquences de la dispersion de matières radioactives dans l'environnement. Et ils ont pris de nombreuses mesures : renforcement des contrôles radiologiques, évaluation des doses, suivi médical, assainissement des terrains avoisinants, abattage du bétail et contrôle des denrées alimentaires. Pour le moment, il est encore trop tôt pour tirer plus d'enseignements sur cet « exercice d'état-major », qui permettra, comme le dit M. François Cogné, directeur de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire, d'identifier les limites de certaines procédures,

analyser la manière dont les gens ont su s'alerter, se mettre en place, et évaluer la façon dont ont fonctionné vis-à-vis de la presse les services de communication officiels. JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) C'est pourtant un accident de ce type qui a affecté voilà quelques années la centrale américaine de Three Mile Island.

Fuite radioactive dans une centrale allemande. Une petite quantité de gaz radioactif s'est échappée d'un réacteur de la centrale de Gundremmingen (Bavière) dans la nuit du 6 au 7 mai. L'incident, rapporté par le ministre allemand de l'environnement, est intervenu pendant la révision annuelle de la centrale et a donné lieu au resâchement d'une quantité de gaz dont la radioactivité était égale au vingtième de la dose maximale autorisée.

A Chozy, dans les Ardennes, des études récentes ont montré que le métal de la cuve du réacteur de 300 mégawatts, mis en service en 1967, vieillissait plus vite que prévu. Quant à l'une des tranches de la centrale du Tricastin (Drôme), une microfissure a été découverte dans l'un des 3 300 tubes qui composent l'un des générateurs de vapeur du réacteur. Les travaux nécessaires pour remédier à cette situation sans gravité devraient durer une semaine.

EDUCATION

2 millions d'étudiants en l'an 2000 ?

(Suite de la première page.)

Ainsi demeure intacte le problème sur lequel bute l'Université depuis une vingtaine d'années : comment accueillir davantage d'étudiants et les former au mieux, en période d'auscultation budgétaire durable ? Comment doubler d'ici à l'an 2000 le nombre des étudiants, pari lancé il y a deux ans par M. Laurent Fabius et qui est devenu l'objectif, ou du moins la référence commune, de la plupart des acteurs du monde universitaire. M. Monory en tête.

Telle sera la question centrale des nombreux débats qui vont jaloner, ce mois de mai, à un rythme particulièrement chargé, l'UNEF-ID ouvre le feu avec son congrès du 8 au 10 mai. La Conférence des présidents d'université enchaîne, les 13 et 14 mai, avec un colloque national sur le thème : « Deux millions d'étudiants. Pourquoi ? Comment ? »

Le même jour, le 13 mai, le Comité national d'évaluation post-sententia au préalable de la République son premier rapport d'activité qui s'annonce sans concession. Les 16 et 17 mai, ce sont les témoins du Parti socialiste — MM. Fabius et Chevènement, Savary et Jospin notamment — qui plancheront sur « L'avenir des lycées et de l'enseignement supérieur ». Les 21 et 22 mai, l'université de Nice consacre, pour la seconde année consécutive, deux journées de réflexion à la réforme des premiers cycles scientifiques. Et les 22 et 23 mai, se déroulera à l'université de Paris-Dauphine un colloque sur les « Orientations et schémas de l'enseignement supérieur et le secondaire » organisé avec le concours de notre journal (le Monde du 2 avril).

40 milliards supplémentaires

On n'aura pas trop de ces réflexions tous azimuts, pour tenter de défricher la question. En effet, alors que chacun a repris, à quelques nuances près, le slogan mobilisateur des « deux millions d'étudiants en l'an 2000 », il est stupéfiant de constater qu'aucune étude prospective approfondie n'a été amorcée pour en évaluer les conséquences financières, humaines et pédagogiques et pour en programmer la mise en œuvre. La toute nouvelle direction de la prospective au ministère de l'éducation nationale vient seulement d'être sollicitée et les premiers résultats de ses travaux ne seront pas disponibles avant la fin de l'année.

Les rares évaluations esquissées par des universitaires n'en sont que plus précieuses, notamment celles, complémentaires, de M. Jean-Yves Méridol et la section enseignement supérieur du SGEN-CFDT, et de M. Alain Bienaimé, professeur à Paris-IX - Dauphine. En matière budgétaire tout d'abord, Jean-Yves Méridol souligne que le doublement du nombre des étudiants entraînerait plus qu'un doublement des investissements nécessaires. En effet, pour les dépenses de matériel pédagogique, « les filières les plus techniques (comme les IUT ou les BTS) coûtent très cher et c'est là que l'augmentation du nombre des étudiants sera la plus forte ».

De même, on peut appliquer un coefficient multiplicateur supérieur plus important pour les dépenses de salaires, « sauf à faire perdurer un système d'encadrement qui conduit à bien des échecs ». Enfin « les catégories sociales nouvelles à accueillir nécessiteront une aide sociale accrue et un facteur bien supérieur à 2 est à envisager si l'on veut que ces catégories accèdent massivement au supérieur ».

Aut total sur la base d'un budget actuel de l'ordre de 30 milliards de francs par an (1), ce sont quelques 40 milliards de francs supplémentaires qui seraient nécessaires pour accueillir deux fois plus d'étudiants. Sans doute la montée en charge sera-t-elle progressive, mais il faudra bien, d'ici quinze ans, trouver des financements complémentaires. « Rien ne sert de longer vers les droits d'inscription : 40 milliards de francs répartis sur 2 millions d'étudiants : 20 000 francs de plus par élève, ce n'est pas le tout, car il faut une démocratisation de l'enseignement supérieur. Reste l'Etat, les collectivités locales, les entreprises qui sont les premières intéressées à une formation adaptée. »

Si le budget est affaire de volonté politique, les problèmes de recrutement d'enseignants sont beaucoup plus complexes. En tenant compte de plusieurs paramètres (taux d'encadrement selon les types d'établissements ; répartition entre universitaires et enseignants du second degré ; évolution différenciée des diverses filières), M. Méridol estime qu'il faudrait 35 000 enseignants-chercheurs et autant d'enseignants du second degré supplémentaires pour accueillir deux millions d'étudiants. Mais, ajoute-t-il, « ce n'est pas tout de recruter de nouveaux enseignants, il faut remplacer ceux qui partent », soit, d'ici trente ans, la quasi-totalité des quarante-cinq mille enseignants en poste aujourd'hui dans l'enseignement supérieur.

Alain Bienaimé estime que pour faire face à un doublement du nombre des étudiants, à taux d'encadrement constant, il faudrait recruter en quinze ans soixante-cinq mille enseignants-chercheurs. Vertigineuse perspective. Non seulement il faudrait engager un effort de recrutement très important (2) des maintenant afin d'anticiper sur les périodes de grand départ à la retraite. Mais surtout, « il n'y a pas assez d'étudiants en second cycle et en troisième cycle, dans certaines disciplines, pour former ce nombre formidable d'enseignants » (Méridol).

En partant de la situation actuelle de l'université pour construire ses prévisions, M. Jean-Yves Méridol fait volontairement l'impasse sur deux éléments essentiels qui compliquent les prévisions, mais rendent les perspectives encore plus abruptes. D'une part, il ne prend pas en compte le fait que la France est aujourd'hui l'un des pays développés qui investit le moins dans l'enseignement supérieur. Le seul rattrapage — en termes de dépenses publiques — de la moyenne de nos principaux partenaires supposerait d'embler un doublement du budget de l'enseignement supérieur (voir le Monde du

8 janvier 1987). Et le Livre blanc récemment publié par l'UNEF-ID montre à quel point le taux d'encadrement des étudiants français, université par université, est inférieur aux normes fixées par le ministère lui-même, en particulier en droit, langues, économie et dans certaines disciplines scientifiques.

D'autre part, ces extrapolations ne tiennent pas compte des mesures — nécessairement coûteuses — à prendre pour réduire l'échec en premier cycle. Ce sera tout l'intérêt des deux colloques de Nice et de Dauphine d'évaluer avec précision l'ampleur du gâchis et de mesurer pour la première fois, à partir des résultats d'un premier cycle complet (1984-1985 et 1985-1986), l'impact de la politique de rénovation mise en œuvre en application de la loi Savary.

On le voit, les enjeux sont considérables. Si l'on cumule le rattrapage des normes internationales, l'amélioration de la qualité des formations supérieures de premier cycle et une politique de développement massif de l'enseignement supérieur, l'effort paraît extrêmement ambitieux, voire utopique. Raison de plus pour l'engager dès aujourd'hui.

GÉRARD COURTOIS.

(1) 21,7 milliards pour le budget de l'Etat, 5 milliards engagés par les organismes de recherche dans des laboratoires universitaires, 2,4 milliards de ressources propres et environ 3,5 milliards provenant d'associations dont le budget s'ajoute à la comptabilité des universités.

(2) J.-Y. Méridol chiffre cette augmentation à près de 1 200 recrutements par an pendant trente ans pour le seul remplacement des départs en retraite, soit le double de ce qui est prévu au budget 1987. Alain Bienaimé arrive à une estimation très proche (1 125 recrutements par an).

A Marseille

Les étudiants en médecine boycottent l'examen de deuxième année

Pas un seul étudiant de deuxième année de médecine ne s'est présenté jeudi 7 mai dans la matinée, aux premières épreuves d'anatomie qui devaient avoir lieu à la faculté de médecine de Marseille. En dépit de la présence d'un piquet de grève, la session des examens venait d'être « déclarée légalement ouverte », mais le secrétaire général du CHU La Timone a dû interrompre l'appel au troisième nom des 247 inscrits sous les sifflets et les huées. Des étudiants non grévistes n'ont pas pénétré dans les locaux d'examen. « Les conditions actuelles ne sont pas propices au déroulement de la session de mai », ont déclaré les porte-parole des grévistes, qui ont présenté une pétition regroupant 778 noms sur quelque 1 600 étudiants concernés. Le conseil d'établissement devait se réunir pour juger s'il s'agit d'absences injustifiées ou d'événements extraordinaires. — (Corresp.)

DÉFENSE

Au Sénat

Le RPR, l'UDF et le PS votent la programmation militaire

Le Sénat a adopté définitivement, jeudi 7 mai, le projet de loi de programmation militaire pour les années 1987-1991. Seuls les quinze sénateurs communistes, comme leurs collègues députés, ont voté contre le texte approuvé par trois cents une voix. Auparavant, les élus communistes avaient tenté, mais sans succès, de modifier les objectifs en matière d'équipements militaires définis par le texte.

« Il y a continuité dans l'action de défense », il y a ralliement de la nation autour de sa défense et des militaires : « ces constatations formulées par M. André Giraud, ministre de la défense, dans ses réponses aux orateurs qui avaient participé à la discussion générale présageaient, sans grand risque, l'approbation finale de son projet. »

Puisqu'il y a continuité, les sénateurs socialistes, qui avaient eu un débat interne, mardi 5 mai, en présence de M. Dominique Strauss-Kahn, au cours duquel il avait fallu convaincre quelques réticents

d'admettre un vote positif sur le texte, pouvaient donc avoir la conscience tranquille. M. Giraud ne leur a-t-il pas expliqué que cette nouvelle programmation ne marque pas de « rupture » sur la doctrine, mais seulement sur le « financement » ?

Cette initiative permettait au ministre de pointer le doigt sur le Parti communiste et la contradiction qui, selon lui, consiste à avoir voté en 1983 une programmation sociale qui avait les mêmes objectifs, mais moins de moyens que celle lancée quatre ans plus tard.

Dans les rangs de sa majorité, certains avaient mis en doute l'application à cent pour cent des engagements pris. M. Giraud leur a fait remarquer que des marges de souplesse existent dans son projet, à côté des lignes de force. Le ministre de la défense a profité pour rappeler que l'objet général des armements est d'« éviter la guerre et non d'en choisir la forme ». « Nous sommes des pacifistes », a-t-il alors lancé.

A. Ch.

troisième
ans pav
ricoloire

un paquebot de croisière
aujourd'hui pavillon français
français pourtant
ont reprendre goût à la promenade

Michel Castaing

Thomas Lamoureaux, directeur de la compagnie de croisière française, a déclaré que le paquebot français, le « France 2 », avait été construit en France et qu'il était le premier navire de croisière français à être construit en France. Il a également déclaré que le paquebot français, le « France 2 », avait été construit en France et qu'il était le premier navire de croisière français à être construit en France.

Le paquebot français, le « France 2 », a été construit en France et est le premier navire de croisière français à être construit en France. Il a été construit en France et est le premier navire de croisière français à être construit en France.

Le paquebot français, le « France 2 », a été construit en France et est le premier navire de croisière français à être construit en France. Il a été construit en France et est le premier navire de croisière français à être construit en France.

Le paquebot français, le « France 2 », a été construit en France et est le premier navire de croisière français à être construit en France. Il a été construit en France et est le premier navire de croisière français à être construit en France.

Le paquebot français, le « France 2 », a été construit en France et est le premier navire de croisière français à être construit en France. Il a été construit en France et est le premier navire de croisière français à être construit en France.

**Plus aucun paquebot de croisière
ne bat aujourd'hui pavillon français.
Les Français pourtant
semblent reprendre goût à la promenade en mer.**

HAVAS

à partir de **2100 F** PARIS - Paris

à partir de **2520 F**

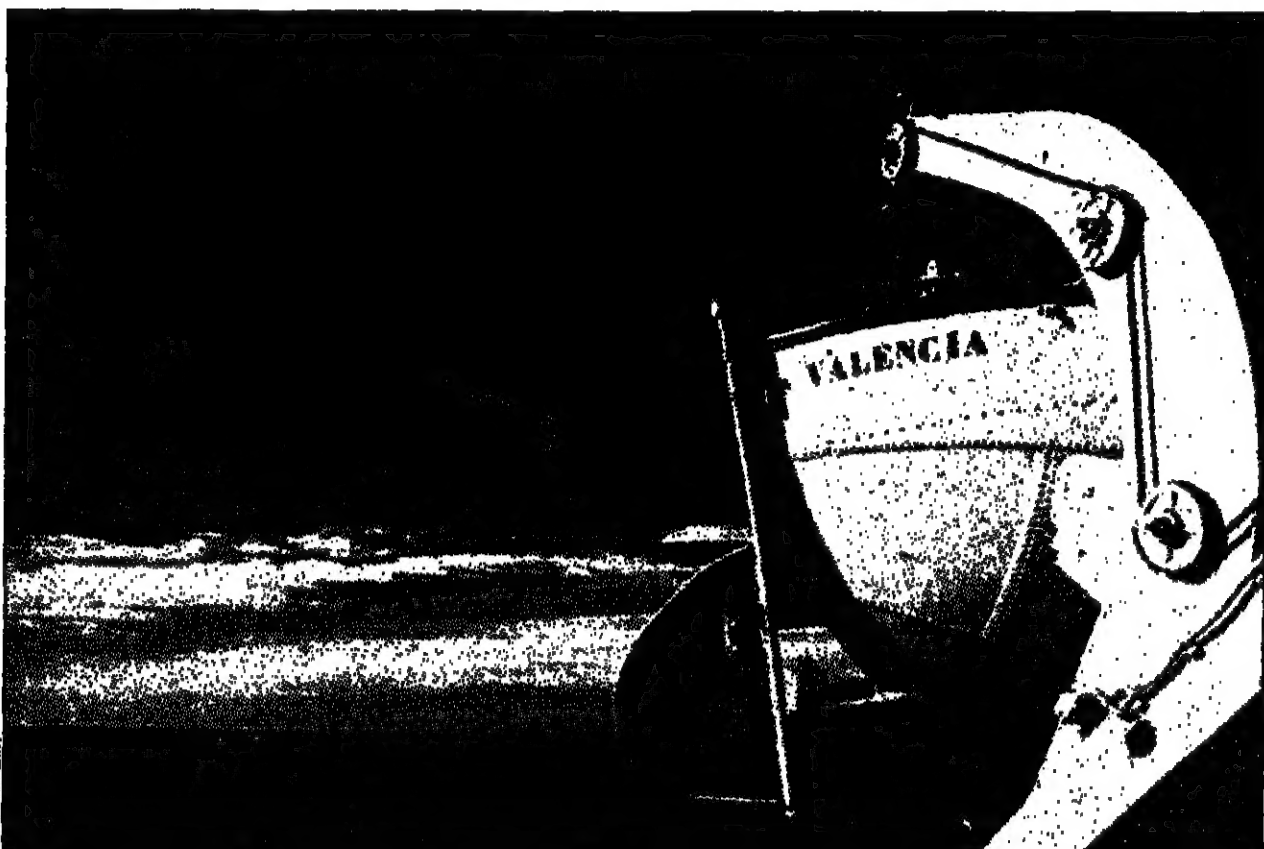
à partir de **820 F**

à partir de **4965 F**

Privat au 01 02 87

tiqne AIR HAVAS
001 Paris - Tel. 429 697 34
es HAVAS VOIAGES
le catalogue AIR HAVAS.

aites la différence



DANIEL THERRY

**Voyage au Bangladesh
à la recherche d'une drôle de ville
avec un drôle de nom.**

bateaux, jonques, sampans et ferreries branlants. Sur le pont surlevé d'un chaland ventru, un homme à calotte blanche se prosternait péniblement en regardant vers l'Ouest : au crépuscule, c'est l'heure de la prière, tandis que l'appel assaillant du muezzin, transmis à tue-tête par haut-parleur, vrille l'air saturé de moiteur.

Import-export

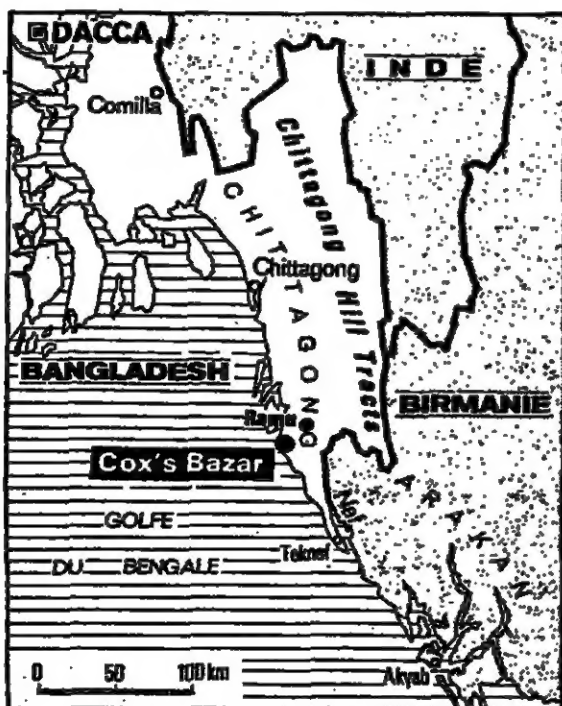
Scène à peu près identique, un autre jour, à Chittagong, où l'église Sainte-Marie, avec son

franchir un bras d'eau, ou un pont enjambe de haut des florilles élagantes de grands radeaux de bambou. La vision serait idyllique, n'était le nombre innombrable qui finit par justifier pleinement l'appellation de fourmillement humaine. Les kilomètres diminuent, c'est bientôt Cor's Bazar. Juste avant d'entrer dans les fanboures, un sentier qui bifurque s'enfonce dans une campagne boisée et tranquille, vers Ramu : village bouddhiste, cerne de tous les côtes par les colons musulmans venus des plaines du Nord. Ses *kyang* (sauteurs) sont désolés.

Import-export

Scène à peu près identique, un autre jour, à Chittagong, où l'église Sainte-Marie, avec son

sée et tranquille, vers Ramu : village bouddhiste, cerné de tous les côtés par les colons musulmans venus des plaines du Nord. Ses *kyang* (sanctuaires) sont désor-



clocher qui joue les minarets, a pris au fil des ans un curieux aspect vaguement islamique. Elle semble se recroqueviller sur son domaine de plus en plus surnoisonné grignoté par les venelles avoisinantes, à l'assaut du moindre espace vide. Là encore, cyclo-poussettes et porteurs se multiplient à l'infini, se glissent par mueses entre les hauts murs délabrés de l'ancien quartier portugais et les avenues noires de monde, bordées d'établissements bancaires, d'agences maritimes, d'import-export ou de dédouane-

La route du Sud est faite de poussière et de cailloutis. De temps à autre, un gué permet de

mais clos derrière les portes de bois indiquant les limites de l'espace sacré.

Des cloches tintent sous le coup léger d'un long morceau de bois, et, une fois ouvertes les portes, l'œil émerveillé s'attarde à loisir sur les traits de superbes statues du Bouddha. Offrandes de fleurs et de fruits garnissent les autels.

mais ces trésors demeurent le plus clair du temps sous clef : des vols ont été commis, dont jamais les auteurs n'ont été retrouvés.

Quelques heures durant, on reste sous le charme d'une atmosphère serene, mais dans les regards croisés, au-delà de l'amical sourire de bienvenue, bien vite affleure la tristesse : le récit vite sera plus très long devant l'avance, encouragée par le gouvernement, des colons, et la petite communauté bouddhiste de Ramu se rétrécit comme une peau de chagrin. Déjà, c'est un peu comme si le passé s'effrangeait, ces hommes et ces femmes savent leur avenir bouché, et le moins dont la haute silhouette s'encadre un instant dans l'embrasure d'une fenêtre a fait vœu de silence. Seul son regard de braille happe notre présence, on le sent déseigné de tout, et pourtant si transparent lié au sort de ses semblables.

La mission du capitaine Cox

Dépassé le virage, c'est enfin Cox's Bazar, le Bazar de Cox. Sa célérité n'est, certes, pas aussi grande que celle du fameux capitaine Cook, mais le capitaine Cox n'en a pas pour autant démerité de Sa Très Gracieuse Majesté. Du temps de l'ombreuse splendeur du Raj, c'est lui qui a fondé, au fin fond du monde, en bordure de l'Arakan et des collines vallonnées des Chittagong Hill Tracts cette bourgade alangui et poussiéreuse qui, aujourd'hui encore, s'emorgueillit de porter son nom.

Mais qu'était-il donc venu faire dans ces parages, où sans doute-

hier moins encore que maintenant rien ne semblait devoir, ou pouvoir, se passer ? En ce temps-là — en l'an 1798, pour être précis — le capitaine Cox, Hiram de son prénom, avait reçu pour mission de fortifier l'agglomération et de la protéger contre d'éventuels raids birmans.

Un autrefois plus glorieux

A l'époque, là-bas, le souvenir rôdait encore du passage, un siècle plus tôt, de Shah Shuja, fils de Shah Jahan, frère aîné du terrible Aurangzeb, vice-roi du Bengale une bonne quinzaine d'années durant, et qui avait voulu porter secours à son père prisonnier d'Aurangzeb. Mais lui en prit, car l'équipe tourna court, et le valeureux fils ne fut son salut qu'à une retraite précipitée, en compagnie d'une escorte nombreuse, puisqu'elle comptait un millier de palanquins. Accueilli d'abord amicalement par le souverain de l'Araikan, Shah Shuja dut ensuite repartir, en raison des intrigues de la cour moghole sur son déclin...

A remonter encore un peu plus dans le passé, l'histoire résonne des hauts faits de flamboyants écumeurs de mer et autres forbans, Moghs et Portugais, qui rânçonnaient à qui mieux mieux les habitants de la baie du Bengale.

Tout cela se perd maintenant dans les méandres d'une mémoire défaillante. Cox's Bazar se peupla de nouveaux venus, tandis que s'estompe l'altérité locale. Pourtant, sur les petites collines environnantes, des *chedi* bouddhistes — sortes de reliquaires — témoignent d'un autrefois plus glorieux. Au centre même de l'agglomération.

tion, le vieux monastère arakanais tout en bois ouvré, avec ses escaliers en colimaçon, ses bibliothèques, ses salles de prière ou de méditation, ses terrasses couvertes, paraît bien isolé et inéluctablement menacé par les colons mahométans qui l'encerment de partout. Insoignée, une végétation luxuriante et colorée ajoute encore au sentiment de l'éphémère.

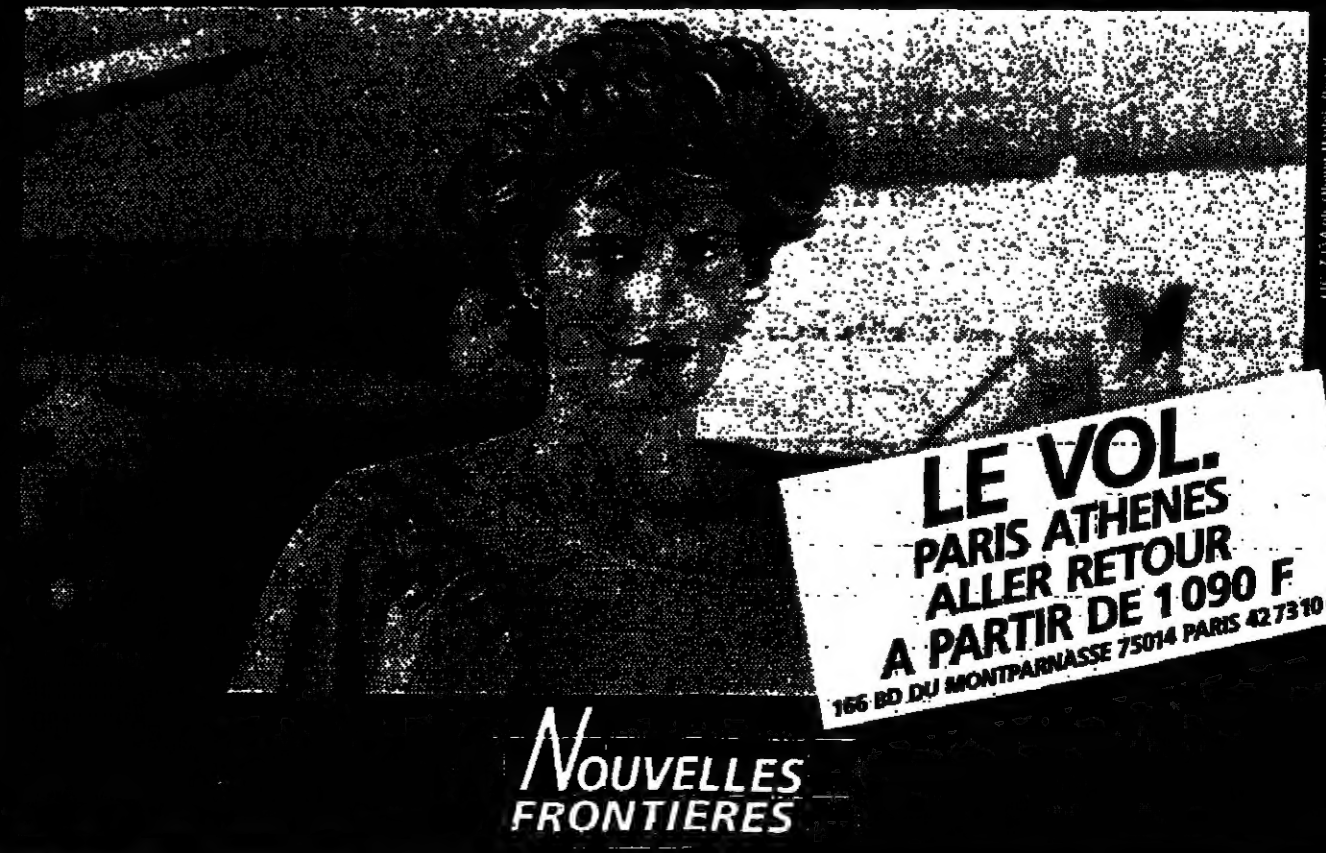
A quelques encablures de la côte, l'île de Mahékalhi, devenue casernement militaire, abrite sous un ancien temple hindouiste une garnison de soldats de la 1^{re} division, la rivière Nala, qui coule à Cox's Bazar, une autre petite île, Sonadih, est une réserve pour les oiseaux migrateurs. Et les gens du lieu se plaisent à vous inciter à la promenade le long des longues plages qui descendent parsemées jusqu'à la Birmanie et plus loin encore. Inutile d'y chercher drôles provocantes ou joyeux nadas en goguettes; ici, on se trempe un peu les pieds, et les plus audacieux se jettent à l'eau sans rien dire de leurs vêtements. Le soleil de midi fera tout sécher rapidement. Le retour des pêcheurs et le marché aux poissons, les deux événements les plus importants des deux communautés bouddhistes et bengalaises mahométanes — qui se côtoient sans se méfier.

A l'aune d'une quotidienneté baroloise, sous-tendue de tant de détresses, Cox's Bazar n'est plus désormais un point de mire, c'est devenu une haïte de la mémoire. Qui vaut le détour, même si le rêve reste plus chatoyant qu'une incontournable réalité.

JEAN-CLAUDE BUNIER



**JE VOYAGE
COMME JE VEUX
AVEC NOUVELLES FRONTIERES**



LE VOL.
PARIS ATHENES
ALLER RETOUR
A PARTIR DE 1 090 F
14 MONTMARNASSE 75014 PARIS 42 73 10

NOUVELLES FRONTIÈRES

Repères

- **Situation** : 152 km au sud-est de Chittagong (cinq heures de voiture par une route praticable entrecoupée de gués).
- **Population** : 100 000 habitants, avec un avantage numérique aux musulmans ; deux quartiers très nettement délimités, l'un pour les Moghs autochtones, l'autre pour les nouveaux arrivants.
- **Pour y aller** : quatre vols hebdomadaires de Dacca, que l'on peut prendre à l'escala de Chittagong ;

deux autres vols par semaine de Chittagong; liaison régulière par bateau deux fois par semaine de Chittagong, mais il est possible de louer un petit bateau ou de trouver une place sur un chaland n'importe quand; liaisons routières (autocars, camions, bus et minibus) régulières et quotidiennes de Chittagong.

● **Hébergement :** chaîne de l'Office du tourisme : Parjatan Motel Shalbal, Parjatan Motel Upsi, Parjatan Motel Probal, Parjatan Cottages ; Hôtel Sayeman ; Hôtel Rachi ; mais la plupart des petits établissements locaux ne portent aucune indication en anglais.

NOMADE ?
*... Une vie à découvrir
 chez les nomades inséparables*

LE 1321

RANDOMNES & EXPEDITIONS
 aux dunes du Sahara
 aux traces du Spitzberg
 aux traces du Spitzberg
NOMADE
 AVENTURE

- Informations touristiques : à l'office local ; on peut y trouver des jeeps ou des voitures à louer.
- Loisirs : promenades sur le plage « la plus longue du monde » (76 km) ou en bateau jusqu'aux îles des alentours ; pêche ; excursions dans les environs (en rickshaw, en jeep ou en voiture) ; pour les marcheurs impénitents, possibilité d'aller à pied jusqu'à Tefnai, sur la frontière birmane, en quatre jours ; Festival bouddhiste de l'eau à la mi-juin.

in tricolore

Manque d'information trop élevée, le rendement de l'armement de l'ennemi, expliquant que le combat est encore trouvé en vitesse, malgré ses défenses et ses plans très élaborés. Ici, c'est un secret qui est en train de s'apparaitre, à côté de la théorie, des croisières et autres voyages de grandes entreprises IBM, Thomson, Renault, qui utilisent ce lieu comme un lieu de leur connaissance que le monde a le droit de savoir.

Le créneau dorément d'être utilisé, et le GIC range vient de s'y employer avec Kléber, concevant avec Kléber d'armateurs nord-américains, un paquebot d'un million de dollars, qui devrait être opérationnel en 1988. Aujourd'hui, le transport de la centrale guère plus de 500 tonnes, et c'est tout. France : ce n'est pas un chiffre d'affaires d'un tour-opérateur.

E IN IRELAND

5-11-68 - de / un
a l'agence

under the brochure
regarding voyage
insurance is correct.

100

150

10-10-1964



JEUX

échecs

N° 1227

L'HOMME QUI VOIT TOUT

12^e Tournoi SWIFT, Bruxelles, 1987.
Blancs : WINANTS
Noirs : KASPAROV
Gambit - D.
Variante Tartakover.

1. d4	Cf6	23. De5	Fd8 (p)
2. e4	e6	24. Fd3	Td8
3. Cc3	d5	25. Df3	Cd8
4. Cc3	f7	26. d5	Cd8
5. Dg5	b6	27. Cc1 (r)	Dc7
6. Fb4	0-0	28. Td1 (r)	Td7 (r)
7. f3	b5 (a)	29. Dd5	Td7
8. g4 (b)	Cd5 (p)	30. Td4	Cd6 (r)
9. Dd7	Dd7	31. d4	Cd5
10. Cc5	e5	32. De4	Cd5
11. Td1 (d)	Fd6 (r)	33. b4 (r)	Cd4
12. De1 (d)	e5	34. Rg2	Td7
13. Dd3 (g)	Td8 (p)	35. Dd5	Dd8
14. Dd3 (g)	Dd8 (p)	36. Dd5	Dd8
15. Dd3 (g)	Dd8 (p)	37. Dd5	Dd8
16. Dd3 (g)	Dd8 (p)	38. Dd5	Dd8
17. Dd3 (g)	Dd8 (p)	39. Dd5	Dd8
18. Dd3 (g)	Dd8 (p)	40. Dd5	Dd8
19. Dd3 (g)	Dd8 (p)	41. Dd5	Dd8
20. Dd3 (g)	Dd8 (p)	42. Dd5	Dd8
21. Dd3 (g)	Dd8 (p)	43. Dd5	Dd8
22. Dd3 (g)	Dd8 (p)	44. Dd5	Dd8
23. Dd3 (g)	Dd8 (p)	45. Dd5	Dd8
24. Dd3 (g)	Dd8 (p)	46. Dd5	Dd8
25. Dd3 (g)	Dd8 (p)	47. Dd5	Dd8
26. Dd3 (g)	Dd8 (p)	48. Dd5	Dd8
27. Dd3 (g)	Dd8 (p)	49. Dd5	Dd8
28. Dd3 (g)	Dd8 (p)	50. Dd5	Dd8

NOTES

a) La différence de classe entre le champion du monde et le maître belge est énorme et il est clair pour tout le monde que Kasparov doit mar-

quer un point dans cette rencontre avec un joueur qui figure dans le bas du tableau de ce tournoi. Kasparov choisit la « variante Tartakover » dont les subtilités positionnelles devraient lui permettre de prendre un net avantage au milieu de partie.
b) Fournier la diagonale du fianchetto admette que 2... d5; 9. Fd3, Fd7; 10. 0-0, Cc3; 11. Td1, e5; 12. Fd3, Tf4; 13. Dc2, Cc3; 14. Cc5 et les Blancs sont mieux (Ostapenko-Petrovian, 1997).
c) On 11. Fd3 on 11. Fd2. Le coup de texte semble le plus logique et on en voit pas la suite.
d) L'adversaire de Kasparov a répondu 14... Dd7; 15. Dd3, Dd7; 16. Dd3, Dd7; 17. Dd3, Dd7; 18. Dd3, Dd7; 19. Dd3, Dd7; 20. Dd3, Dd7; 21. Dd3, Dd7; 22. Dd3, Dd7; 23. Dd3, Dd7; 24. Dd3, Dd7; 25. Dd3, Dd7; 26. Dd3, Dd7; 27. Dd3, Dd7; 28. Dd3, Dd7; 29. Dd3, Dd7; 30. Dd3, Dd7; 31. Dd3, Dd7; 32. Dd3, Dd7; 33. Dd3, Dd7; 34. Dd3, Dd7; 35. Dd3, Dd7; 36. Dd3, Dd7; 37. Dd3, Dd7; 38. Dd3, Dd7; 39. Dd3, Dd7; 40. Dd3, Dd7; 41. Dd3, Dd7; 42. Dd3, Dd7; 43. Dd3, Dd7; 44. Dd3, Dd7; 45. Dd3, Dd7; 46. Dd3, Dd7; 47. Dd3, Dd7; 48. Dd3, Dd7; 49. Dd3, Dd7; 50. Dd3, Dd7; 51. Dd3, Dd7; 52. Dd3, Dd7; 53. Dd3, Dd7; 54. Dd3, Dd7; 55. Dd3, Dd7; 56. Dd3, Dd7; 57. Dd3, Dd7; 58. Dd3, Dd7; 59. Dd3, Dd7; 60. Dd3, Dd7; 61. Dd3, Dd7; 62. Dd3, Dd7; 63. Dd3, Dd7; 64. Dd3, Dd7; 65. Dd3, Dd7; 66. Dd3, Dd7; 67. Dd3, Dd7; 68. Dd3, Dd7; 69. Dd3, Dd7; 70. Dd3, Dd7; 71. Dd3, Dd7; 72. Dd3, Dd7; 73. Dd3, Dd7; 74. Dd3, Dd7; 75. Dd3, Dd7; 76. Dd3, Dd7; 77. Dd3, Dd7; 78. Dd3, Dd7; 79. Dd3, Dd7; 80. Dd3, Dd7; 81. Dd3, Dd7; 82. Dd3, Dd7; 83. Dd3, Dd7; 84. Dd3, Dd7; 85. Dd3, Dd7; 86. Dd3, Dd7; 87. Dd3, Dd7; 88. Dd3, Dd7; 89. Dd3, Dd7; 90. Dd3, Dd7; 91. Dd3, Dd7; 92. Dd3, Dd7; 93. Dd3, Dd7; 94. Dd3, Dd7; 95. Dd3, Dd7; 96. Dd3, Dd7; 97. Dd3, Dd7; 98. Dd3, Dd7; 99. Dd3, Dd7; 100. Dd3, Dd7; 101. Dd3, Dd7; 102. Dd3, Dd7; 103. Dd3, Dd7; 104. Dd3, Dd7; 105. Dd3, Dd7; 106. Dd3, Dd7; 107. Dd3, Dd7; 108. Dd3, Dd7; 109. Dd3, Dd7; 110. Dd3, Dd7; 111. Dd3, Dd7; 112. Dd3, Dd7; 113. Dd3, Dd7; 114. Dd3, Dd7; 115. Dd3, Dd7; 116. Dd3, Dd7; 117. Dd3, Dd7; 118. Dd3, Dd7; 119. Dd3, Dd7; 120. Dd3, Dd7; 121. Dd3, Dd7; 122. Dd3, Dd7; 123. Dd3, Dd7; 124. Dd3, Dd7; 125. Dd3, Dd7; 126. Dd3, Dd7; 127. Dd3, Dd7; 128. Dd3, Dd7; 129. Dd3, Dd7; 130. Dd3, Dd7; 131. Dd3, Dd7; 132. Dd3, Dd7; 133. Dd3, Dd7; 134. Dd3, Dd7; 135. Dd3, Dd7; 136. Dd3, Dd7; 137. Dd3, Dd7; 138. Dd3, Dd7; 139. Dd3, Dd7; 140. Dd3, Dd7; 141. Dd3, Dd7; 142. Dd3, Dd7; 143. Dd3, Dd7; 144. Dd3, Dd7; 145. Dd3, Dd7; 146. Dd3, Dd7; 147. Dd3, Dd7; 148. Dd3, Dd7; 149. Dd3, Dd7; 150. Dd3, Dd7; 151. Dd3, Dd7; 152. Dd3, Dd7; 153. Dd3, Dd7; 154. Dd3, Dd7; 155. Dd3, Dd7; 156. Dd3, Dd7; 157. Dd3, Dd7; 158. Dd3, Dd7; 159. Dd3, Dd7; 160. Dd3, Dd7; 161. Dd3, Dd7; 162. Dd3, Dd7; 163. Dd3, Dd7; 164. Dd3, Dd7; 165. Dd3, Dd7; 166. Dd3, Dd7; 167. Dd3, Dd7; 168. Dd3, Dd7; 169. Dd3, Dd7; 170. Dd3, Dd7; 171. Dd3, Dd7; 172. Dd3, Dd7; 173. Dd3, Dd7; 174. Dd3, Dd7; 175. Dd3, Dd7; 176. Dd3, Dd7; 177. Dd3, Dd7; 178. Dd3, Dd7; 179. Dd3, Dd7; 180. Dd3, Dd7; 181. Dd3, Dd7; 182. Dd3, Dd7; 183. Dd3, Dd7; 184. Dd3, Dd7; 185. Dd3, Dd7; 186. Dd3, Dd7; 187. Dd3, Dd7; 188. Dd3, Dd7; 189. Dd3, Dd7; 190. Dd3, Dd7; 191. Dd3, Dd7; 192. Dd3, Dd7; 193. Dd3, Dd7; 194. Dd3, Dd7; 195. Dd3, Dd7; 196. Dd3, Dd7; 197. Dd3, Dd7; 198. Dd3, Dd7; 199. Dd3, Dd7; 200. Dd3, Dd7; 201. Dd3, Dd7; 202. Dd3, Dd7; 203. Dd3, Dd7; 204. Dd3, Dd7; 205. Dd3, Dd7; 206. Dd3, Dd7; 207. Dd3, Dd7; 208. Dd3, Dd7; 209. Dd3, Dd7; 210. Dd3, Dd7; 211. Dd3, Dd7; 212. Dd3, Dd7; 213. Dd3, Dd7; 214. Dd3, Dd7; 215. Dd3, Dd7; 216. Dd3, Dd7; 217. Dd3, Dd7; 218. Dd3, Dd7; 219. Dd3, Dd7; 220. Dd3, Dd7; 221. Dd3, Dd7; 222. Dd3, Dd7; 223. Dd3, Dd7; 224. Dd3, Dd7; 225. Dd3, Dd7; 226. Dd3, Dd7; 227. Dd3, Dd7; 228. Dd3, Dd7; 229. Dd3, Dd7; 230. Dd3, Dd7; 231. Dd3, Dd7; 232. Dd3, Dd7; 233. Dd3, Dd7; 234. Dd3, Dd7; 235. Dd3, Dd7; 236. Dd3, Dd7; 237. Dd3, Dd7; 238. Dd3, Dd7; 239. Dd3, Dd7; 240. Dd3, Dd7; 241. Dd3, Dd7; 242. Dd3, Dd7; 243. Dd3, Dd7; 244. Dd3, Dd7; 245. Dd3, Dd7; 246. Dd3, Dd7; 247. Dd3, Dd7; 248. Dd3, Dd7; 249. Dd3, Dd7; 250. Dd3, Dd7; 251. Dd3, Dd7; 252. Dd3, Dd7; 253. Dd3, Dd7; 254. Dd3, Dd7; 255. Dd3, Dd7; 256. Dd3, Dd7; 257. Dd3, Dd7; 258. Dd3, Dd7; 259. Dd3, Dd7; 260. Dd3, Dd7; 261. Dd3, Dd7; 262. Dd3, Dd7; 263. Dd3, Dd7; 264. Dd3, Dd7; 265. Dd3, Dd7; 266. Dd3, Dd7; 267. Dd3, Dd7; 268. Dd3, Dd7; 269. Dd3, Dd7; 270. Dd3, Dd7; 271. Dd3, Dd7; 272. Dd3, Dd7; 273. Dd3, Dd7; 274. Dd3, Dd7; 275. Dd3, Dd7; 276. Dd3, Dd7; 277. Dd3, Dd7; 278. Dd3, Dd7; 279. Dd3, Dd7; 280. Dd3, Dd7; 281. Dd3, Dd7; 282. Dd3, Dd7; 283. Dd3, Dd7; 284. Dd3, Dd7; 285. Dd3, Dd7; 286. Dd3, Dd7; 287. Dd3, Dd7; 288. Dd3, Dd7; 289. Dd3, Dd7; 290. Dd3, Dd7; 291. Dd3, Dd7; 292. Dd3, Dd7; 293. Dd3, Dd7; 294. Dd3, Dd7; 295. Dd3, Dd7; 296. Dd3, Dd7; 297. Dd3, Dd7; 298. Dd3, Dd7; 299. Dd3, Dd7; 300. Dd3, Dd7; 301. Dd3, Dd7; 302. Dd3, Dd7; 303. Dd3, Dd7; 304. Dd3, Dd7; 305. Dd3, Dd7; 306. Dd3, Dd7; 307. Dd3, Dd7; 308. Dd3, Dd7; 309. Dd3, Dd7; 310. Dd3, Dd7; 311. Dd3, Dd7; 312. Dd3, Dd7; 313. Dd3, Dd7; 314. Dd3, Dd7; 315. Dd3, Dd7; 316. Dd3, Dd7; 317. Dd3, Dd7; 318. Dd3, Dd7; 319. Dd3, Dd7; 320. Dd3, Dd7; 321. Dd3, Dd7; 322. Dd3, Dd7; 323. Dd3, Dd7; 324. Dd3, Dd7; 325. Dd3, Dd7; 326. Dd3, Dd7; 327. Dd3, Dd7; 328. Dd3, Dd7; 329. Dd3, Dd7; 330. Dd3, Dd7; 331. Dd3, Dd7; 332. Dd3, Dd7; 333. Dd3, Dd7; 334. Dd3, Dd7; 335. Dd3, Dd7; 336. Dd3, Dd7; 337. Dd3, Dd7; 338. Dd3, Dd7; 339. Dd3, Dd7; 340. Dd3, Dd7; 341. Dd3, Dd7; 342. Dd3, Dd7; 343. Dd3, Dd7; 344. Dd3, Dd7; 345. Dd3, Dd7; 346. Dd3, Dd7; 347. Dd3, Dd7; 348. Dd3, Dd7; 349. Dd3, Dd7; 350. Dd3, Dd7; 351. Dd3, Dd7; 352. Dd3, Dd7; 353. Dd3, Dd7; 354. Dd3, Dd7; 355. Dd3, Dd7; 356. Dd3, Dd7; 357. Dd3, Dd7; 358. Dd3, Dd7; 359. Dd3, Dd7; 360. Dd3, Dd7; 361. Dd3, Dd7; 362. Dd3, Dd7; 363. Dd3, Dd7; 364. Dd3, Dd7; 365. Dd3, Dd7; 366. Dd3, Dd7; 367. Dd3, Dd7; 368. Dd3, Dd7; 369. Dd3, Dd7; 370. Dd3, Dd7; 371. Dd3, Dd7; 372. Dd3, Dd7; 373. Dd3, Dd7; 374. Dd3, Dd7; 375. Dd3, Dd7; 376. Dd3, Dd7; 377. Dd3, Dd7; 378. Dd3, Dd7; 379. Dd3, Dd7; 380. Dd3, Dd7; 381. Dd3, Dd7; 382. Dd3, Dd7; 383. Dd3, Dd7; 384. Dd3, Dd7; 385. Dd3, Dd7; 386. Dd3, Dd7; 387. Dd3, Dd7; 388. Dd3, Dd7; 389. Dd3, Dd7; 390. Dd3, Dd7; 391. Dd3, Dd7; 392. Dd3, Dd7; 393. Dd3, Dd7; 394. Dd3, Dd7; 395. Dd3, Dd7; 396. Dd3, Dd7; 397. Dd3, Dd7; 398. Dd3, Dd7; 399. Dd3, Dd7; 400. Dd3, Dd7; 401. Dd3, Dd7; 402. Dd3, Dd7; 403. Dd3, Dd7; 404. Dd3, Dd7; 405. Dd3, Dd7; 406. Dd3, Dd7; 407. Dd3, Dd7; 408. Dd3, Dd7; 409. Dd3, Dd7; 410. Dd3, Dd7; 411. Dd3, Dd7; 412. Dd3, Dd7; 413. Dd3, Dd7; 414. Dd3, Dd7; 415. Dd3, Dd7; 416. Dd3, Dd7; 417. Dd3, Dd7; 418. Dd3, Dd7; 419. Dd3, Dd7; 420. Dd3, Dd7; 421. Dd3, Dd7; 422. Dd3, Dd7; 423. Dd3, Dd7; 424. Dd3, Dd7; 425. Dd3, Dd7; 426. Dd3, Dd7; 427. Dd3, Dd7; 428. Dd3, Dd7; 429. Dd3, Dd7; 430. Dd3, Dd7; 431. Dd3, Dd7; 432. Dd3, Dd7; 433. Dd3, Dd7; 434. Dd3, Dd7; 435. Dd3, Dd7; 436. Dd3, Dd7; 437. Dd3, Dd7; 438. Dd3, Dd7; 439. Dd3, Dd7; 440. Dd3, Dd7; 441. Dd3, Dd7; 442. Dd3, Dd7; 443. Dd3, Dd7; 444. Dd3, Dd7; 445. Dd3, Dd7; 446. Dd3, Dd7; 447. Dd3, Dd7; 448. Dd3, Dd7; 449. Dd3, Dd7; 450. Dd3, Dd7; 451. Dd3, Dd7; 452. Dd3, Dd7; 453. Dd3, Dd7; 454. Dd3, Dd7; 455. Dd3, Dd7; 456. Dd3, Dd7; 457. Dd3, Dd7; 458. Dd3, Dd7; 459. Dd3, Dd7; 460. Dd3, Dd7; 461. Dd3, Dd7; 462. Dd3, Dd7; 463. Dd3, Dd7; 464. Dd3, Dd7; 465. Dd3, Dd7; 466. Dd3, Dd7; 467. Dd3, Dd7; 468. Dd3, Dd7; 469. Dd3, Dd7; 470. Dd3, Dd7; 471. Dd3, Dd7; 472. Dd3, Dd7; 473. Dd3, Dd7; 474. Dd3, Dd7; 475. Dd3, Dd7; 476. Dd3, Dd7; 477. Dd3, Dd7; 478. Dd3, Dd7; 479. Dd3, Dd7; 480. Dd3, Dd7; 481. Dd3, Dd7; 482. Dd3, Dd7; 483. Dd3, Dd7; 484. Dd3, Dd7; 485. Dd3, Dd7; 486. Dd3, Dd7; 487. Dd3, Dd7; 488. Dd3, Dd7; 489. Dd3, Dd7; 490. Dd3, Dd7; 491. Dd3, Dd7; 492. Dd3, Dd7; 493. Dd3, Dd7; 494. Dd3, Dd7; 495. Dd3, Dd7; 496. Dd3, Dd7; 497. Dd3, Dd7; 498. Dd3, Dd7; 499. Dd3, Dd7; 500. Dd3, Dd7; 501. Dd3, Dd7; 502. Dd3, Dd7; 503. Dd3, Dd7; 504. Dd3, Dd7; 505. Dd3, Dd7; 506. Dd3, Dd7; 507. Dd3, Dd7; 508. Dd3, Dd7; 509. Dd3, Dd7; 510. Dd3, Dd7; 511. Dd3, Dd7; 512. Dd3, Dd7; 513. Dd3, Dd7; 514. Dd3, Dd7; 515. Dd3, Dd7; 516. Dd3, Dd7; 517. Dd3, Dd7; 518. Dd3, Dd7; 519. Dd3, Dd7; 520. Dd3, Dd7; 521. Dd3, Dd7; 522. Dd3, Dd7; 523. Dd3, Dd7; 524. Dd3, Dd7; 525. Dd3, Dd7; 526. Dd3, Dd7; 527. Dd3, Dd7; 528. Dd3, Dd7; 529. Dd3, Dd7; 530. Dd3, Dd7; 531. Dd3, Dd7; 532. Dd3, Dd7; 533. Dd3, Dd7; 534. Dd3, Dd7; 535. Dd3, Dd7; 536. Dd3, Dd7; 537. Dd3, Dd7; 538. Dd3, Dd7; 539. Dd3, Dd7; 540. Dd3, Dd7; 541. Dd3, Dd7; 542. Dd3, Dd7; 543. Dd3, Dd7; 544. Dd3, Dd7; 545. Dd3, Dd7; 546. Dd3, Dd7; 547. Dd3, Dd7; 548. Dd3, Dd7; 549. Dd3, Dd7; 550. Dd3, Dd7; 551. Dd3, Dd7; 552. Dd3, Dd7; 553. Dd3, Dd7; 554. Dd3, Dd7; 555. Dd3, Dd7; 556. Dd3, Dd7; 557. Dd3, Dd7; 558. Dd3, Dd7; 559. Dd3, Dd7; 560. Dd3, Dd7; 561. Dd3, Dd7; 562. Dd3, Dd7; 563. Dd3, Dd7; 564. Dd3, Dd7; 565. Dd3, Dd7; 566. Dd3, Dd7; 567. Dd3, Dd7; 568. Dd3, Dd7; 569. Dd3, Dd7; 570. Dd3, Dd7; 571. Dd3, Dd7; 572. Dd3, Dd7; 573. Dd3, Dd7; 574. Dd3, Dd7; 575. Dd3, Dd7; 576. Dd3, Dd7; 577. Dd3, Dd7; 578. Dd3, Dd7; 579. Dd3, Dd7; 580. Dd3, Dd7; 581. Dd3, Dd7; 582. Dd3, Dd7; 583. Dd3, Dd7; 584. Dd3, Dd7; 585. Dd3, Dd7; 586. Dd3, Dd7; 587. Dd3, Dd7; 588. Dd3, Dd7; 589. Dd3, Dd7; 590. Dd3, Dd7; 591. Dd3, Dd7; 592. Dd3, Dd7; 593. Dd3, Dd7; 594. Dd3, Dd7; 595. Dd3, Dd7; 596. Dd3, Dd7; 597. Dd3, Dd7; 598. Dd3, Dd7; 599. Dd3, Dd7; 600. Dd3, Dd7; 601. Dd3, Dd7; 602. Dd3, Dd7; 603. Dd3, Dd7; 604. Dd3, Dd7; 605. Dd3, Dd7; 606. Dd3, Dd7; 607. Dd3, Dd7; 608. Dd3, Dd7; 609. Dd3, Dd7; 610. Dd3, Dd7; 611. Dd3, Dd7; 612. Dd3, Dd7; 613. Dd3, Dd7; 614. Dd3, Dd7; 615. Dd3, Dd7; 616. Dd3, Dd7; 617. Dd3, Dd7; 618. Dd3, Dd7; 619. Dd3, Dd7; 620. Dd3, Dd7; 621. Dd3, Dd7; 622. Dd3, Dd7; 623. Dd3, Dd7; 624. Dd3, Dd7; 625. Dd3, Dd7; 626. Dd3, Dd7; 627. Dd3, Dd7; 628. Dd3, Dd7; 629. Dd3, Dd7; 630. Dd3, Dd7; 631. Dd3, Dd7; 632. Dd3, Dd7; 633. Dd3, Dd7; 634. Dd3, Dd7; 635. Dd3, Dd7; 636. Dd3, Dd7; 637. Dd3, Dd7; 638. Dd3, Dd7; 639. Dd3, Dd7; 640. Dd3, Dd7; 641. Dd3, Dd7; 642. Dd3, Dd7; 643. Dd3, Dd7; 644. Dd3, Dd7; 645. Dd3, Dd7; 646. Dd3, Dd7; 647. Dd3, Dd7; 648. Dd3, Dd7; 649. Dd3, Dd7; 650. Dd3, Dd7; 651. Dd3, Dd7; 652. Dd3, Dd7; 653. Dd3, Dd7; 654. Dd3, Dd7; 655. Dd3, Dd7; 656. Dd3, Dd7; 657. Dd3, Dd7; 658. Dd3, Dd7; 659. Dd3, Dd7; 660. Dd3, Dd7; 661. Dd3, Dd7; 662. Dd3, Dd7; 663. Dd3, Dd7; 664. Dd3, Dd7; 665. Dd3, Dd7; 666. Dd3, Dd7; 667. Dd3, Dd7; 668. Dd3, Dd7; 669. Dd3, Dd7; 670. Dd3, Dd7; 671. Dd3, Dd7; 672. Dd3, Dd7; 673. Dd3, Dd7; 674. Dd3, Dd7; 675. Dd3, Dd7; 676. Dd3, Dd7; 677. Dd3, Dd7; 678. Dd3, Dd7; 679. Dd3, Dd7; 680. Dd3, Dd7; 681. Dd3, Dd7; 682. Dd3, Dd7; 683. Dd3, Dd7; 684. Dd3, Dd7; 685. Dd3, Dd7; 686. Dd3, Dd7; 687. Dd3, Dd7; 688. Dd3, Dd7; 689. Dd3, Dd7; 690. Dd3, Dd7; 691. Dd3, Dd7; 692. Dd3, Dd7; 693. Dd3, Dd7; 694. Dd3, Dd7; 695. Dd3, Dd7; 696. Dd3, Dd7; 697. Dd3, Dd7; 698. Dd3, Dd7; 699. Dd3, Dd7; 700. Dd3, Dd7; 701. Dd3, Dd7; 702. Dd3, Dd7; 703. Dd3, Dd7; 704. Dd3, Dd7; 705. Dd3, Dd7; 706. Dd3, Dd7; 707. Dd3, Dd7; 708. Dd3, Dd7; 709. Dd3, Dd7; 710. Dd3, Dd7; 711. Dd3, Dd7; 712. Dd3, Dd7; 713. Dd3, Dd7; 714. Dd3, Dd7; 715. Dd3, Dd7; 716. Dd3, Dd7; 717. Dd3, Dd7; 718. Dd3, Dd7; 719. Dd3, Dd7; 720. Dd3, Dd7; 721. Dd3, Dd7; 722. Dd3, Dd7; 723. Dd3, Dd7; 724. Dd3, Dd7; 725. Dd3, Dd7; 726. Dd3, Dd7; 727. Dd3, Dd7; 728. Dd3, Dd7; 729. Dd3, Dd7; 730. Dd3, Dd7; 731. Dd3, Dd7; 732. Dd3, Dd7; 733. Dd3, Dd7; 734. Dd3, Dd7; 735. Dd3, Dd7; 736. Dd3, Dd7; 737. Dd3, Dd7; 738. Dd3, Dd7; 739. Dd3, Dd7; 740. Dd3, Dd7; 741. Dd3, Dd7; 742. Dd3, Dd7; 743. Dd3, Dd7; 744. Dd3, Dd7; 745. Dd3, Dd7; 746. Dd3, Dd7; 747. Dd3, Dd7; 748. Dd3, Dd7; 749. Dd3, Dd7; 750. Dd3, Dd7; 751. Dd3, Dd7; 752. Dd3, Dd7; 753. Dd3, Dd7; 754. Dd3, Dd7; 755. Dd3, Dd7; 756. Dd3, Dd7; 757. Dd3, Dd7; 758. Dd3, Dd7; 759. Dd3, Dd7; 760. Dd3, Dd7; 761. Dd3, Dd7; 762. Dd3, Dd7; 763. Dd3, Dd7; 764. Dd3, Dd7; 765. Dd3, Dd7; 766. Dd3, Dd7; 767. Dd3, Dd7; 768. Dd3, Dd7; 769. Dd3, Dd7; 770. Dd3, Dd7; 771. Dd3, Dd7; 772. Dd3, Dd7; 773. Dd3, Dd7; 774. Dd3, Dd7; 775. Dd3, Dd7; 776. Dd3, Dd7; 777. Dd3, Dd7; 778. Dd3, Dd7; 779. Dd3, Dd7; 780. Dd3, Dd7; 781. Dd3, Dd7; 782. Dd3, Dd7; 783. Dd3, Dd7; 784. Dd3, Dd7; 785. Dd3, Dd7; 786. Dd3, Dd7; 787. Dd3, Dd7; 788. Dd3, Dd7; 789. Dd3, Dd7; 790. Dd3, Dd7; 791. Dd3, Dd7; 792. Dd3, Dd7; 793. Dd3, Dd7; 794. Dd3, Dd7; 795. Dd3, Dd7; 796. Dd3, Dd7; 797. Dd3, Dd7; 798. Dd3, Dd7; 799. Dd3, Dd7; 800. Dd3, Dd7; 801. Dd3, Dd7; 802. Dd3, Dd7; 803. Dd3, Dd7; 804. Dd3, Dd7; 805. Dd3, Dd7; 806. Dd3, Dd7; 807. Dd3, Dd7; 808. Dd3, Dd7; 809. Dd3, Dd7; 810. Dd3, Dd7; 811. Dd3, Dd7; 812. Dd3, Dd7; 813. Dd3, Dd7; 814. Dd3, Dd7; 815. Dd3, Dd7; 816. Dd3, Dd7; 817. Dd3, Dd7; 818. Dd3, Dd7; 819. Dd3, Dd7; 820. Dd3, Dd7; 821. Dd3, Dd7; 822. Dd3, Dd7; 823

SEMAINE GOURMANDE

Pieds de porc à la sainte-menehould

A la Tour d'Argent

Au quinzième siècle, nous étions ici hors les murs. Les voyageurs atteignant Paris après le coucher du soleil devaient attendre le lendemain pour entrer dans la ville. Ils couchaient ici, à l'auberge de la Tour d'Argent.

Il ne s'y reconnaîtraient plus dans cette toute neuve et très belle maison que MM. Solignac, père et fils, viennent de rouvrir : rez-de-chaussée-brasserie (avec son banc d'écailler) et bar-restaurant panoramique au premier. Avec une même carte, et sans doute la plus intelligente qui se puisse être, proposant — et commentant — des vins pour chaque chapitre : huîtres et coquillages, entrées et poissons, viandes, fromages et desserts.

La copieuse choucroute (carré de porc, jarret, moribond et charcuteries paysannes) est à 85 F. Un terrin à 55 F. L'endoufflette de Duvet également et une originale salade de haddock aux poires à 39 F. Compter 150/250 F. Et noter que la maison est ouverte tous les jours de 11 h 30 à 1 h 30 du matin.

● A la Tour d'Argent, 6, place de la Bastille, 75012 Paris. Tél. : 43-42-90-32. AE, CS, Visa.

Jean-Charles et ses Amis

J'avais signalé cette ouverture. En ce quartier où les restaurants sont à l'ouest, Jean-Charles Dieth a vite fait sa percée.

Grâce à son chef, Jean Billebaud (qui nous vient de l'école Girard). Grâce aussi à son accueil, à ce cadre tout bonnement gentil, à la clientèle parisienne et bon enfant qui se régale ici d'un pot de cochon, d'une terrine de porcelet en gelée ou d'un terrin de saumon, d'une genoise de lieu jeune ou de jolies de rale au beurre blond, de la tête de veau, d'un onglet à la fondue d'échalotes, etc. Brio de fruits de mer. Vins à prix honnêtes (garnymatignonnet de 85 à 55 F). Compter 200 F.

● Jean-Charles et ses Amis, 7, rue de la Trémolle, 75008 Paris. Tél. : 47-23-88-18. Fermé samedi midi. Selon pour 25 couverts. CB, AE.

La Champenoise à Boulogne-Billancourt

Une ancienne charcuterie agrandie et qui bat son plein aux déjeuners avec un excellent menu (choix

de deux plats, fromage ET dessert à 99 F). Bonne cuisine de Jean-Claude Roux, accueil aimable de Jean-Paul et plaisir de plats copieux, simples, bons : du bœuf cru mariné au citron aux herbes, pommes, de la salade de saumon cru et saint-jacques à la blanquette de lotte, du carré d'agneau rôti à l'escalope de veau normande. Quelques vins, eux aussi de prix honnêtes.

C'est, à quelques tours de roues de Paris, porte de Saint-Cloud, un petit dépaysement du soir. Compter 200/250 F.

● La Champenoise, 6, rue du Port rond-point Rhin-et-Danube, 92100 Boulogne. Tél. : 48-25-69-39. Fermé samedi midi et dimanche.

Le Grenadin

Huit couverts de plus grâce à l'annexion de la loge du concierge. Ravissant décor et service empressé. Avec aussi et surtout la cuisine, que l'on sait de Patrick Crotte (il régala Eddy Barclay à domicile). Belle cave. Menu à 135 F (midi), 200 F et 280 F, tous fromages ET desserts, et carte.

Un endroit idéal pour le soir et l'après-midi. ● Le Grenadin, 46, rue de Naples, 75008 Paris. Tél. : 45-63-28-92. Fermé samedi et dimanche. Parking : Saint-Augustin. AE, CB.

DEPUIS 1972, il existe une confrérie gastronomique des Compagnons du pied d'or de Sainte-Menehould. Ses membres portent cape écarlate, revers et parements de velours et épaule d'or, galonnée d'or sur un pouce, chapeau bordé d'or. Sainte-Menehould (prononcez *sainte menou*), ancienne capitale de l'Argonne, ancienne place forte, est donc célèbre par son église XIII-XVI^e siècles, sa mécanique de précision et... ses pieds de cochon. Heureux Ménéhouldiens !

Je lis dans le *Grand Livre des confréries* qu'une légende attribue la découverte du secret de préparation de ces pieds à une bêtise de l'auberge du Soleil d'or, vers 1730. Puis l'auberge disparut et, des années plus tard, un acheteur passionné, « après de méthodiques essais », perça enfin le secret de cette préparation, dont l'effet reste d'attendrir les os au point de permettre de les croquer. Que ne se contenta-t-il de feuilleter le livre de Beauvilliers ! En son *Art de cuisiner* (1814), il explique qu'il faut flamber puis rôtir les pieds de cochon, les laver à l'eau chaude, les fendre en deux, rapprocher les morceaux l'un contre l'autre et les entourer de rubans de fil « comme un perruquier faisait la queue » (sic) avant de les cuire longuement.

L'important reste la cuisson, qui doit être longue (certains ouvrages parlent de dix à douze heures), et le bouillon, qui peut être simplement d'eau, mieux, de bouillon aromatisé (herbes, épices, vin blanc, etc.). Après quoi, les pieds laissés à refroidir dans leur cuisson sont démaillottés, trempés dans du beurre fondu — ou encore, ainsi que le

propose la *Cuisinière bourgeoise* (1807), d'un peu de la cuisson passée, liée de jaunes d'œufs et épaissie au feu, — puis dans de la

« pied de cochon grillé ». Aucune allusion à Sainte-Menehould, sans doute, parce que, en nos temps pressés et trépidants, la longue

Cet ouvrage, précise même que le bouillon contiendra « de l'esprit-de-vin, un peu d'anis, de coriandre, de laurier, chopine de vin blanc, un peu de mercure cru ». Mais, ce que Beauvilliers appelle « rubans de fil » n'était point encore d'usage. En cuisine, on se contente de barder de lard les pieds, qu'ils soient de porc, de mouton ou de veau.

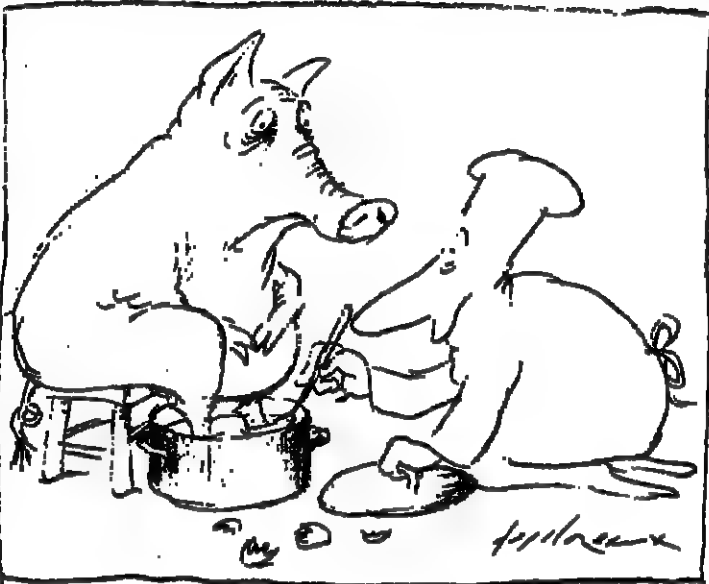
La *Cuisinière bourgeoise*, citée plus haut, nous donne aussi la recette de poulets à la sainte-menehould qui, après cuisson, seront trempés dans l'œuf battu, panés, retrempés au beurre, repassés et, enfin, « grillés d'une belle couleur ».

La nouvelle cuisine au XVIII^e siècle

Mais ce n'est pas tout ! En 1742, dans un ouvrage intitulé *la Nouvelle Cuisine* (vous savez faites rire, M. Millau !), et qui explique « la façon de travailler toutes sortes de mets très utiles aux personnes qui veulent diversifier une table par des ragouts nouveaux » (sic), voici, entre les petits pâtés à la Chirac (page 179) et le feuilletage maigre sans beurre (6 diététique !), les recettes des crêpes à la sainte-menehould, de l'esturgeon à la sainte-menehould, des harengs saurs à la sainte-menehould. Ailleurs, une aile de raie à la sainte-menehould. Le principe est le même : cuisson, panure et grillade.

Quand retrouverons-nous sur les cartes, au lieu du pied de porc grillé passe-partout, le pied de cochon fondant à la sainte-menehould ?

LA REYNIÈRE.



mie de pain avant d'être mis à griller.

La Confrérie du pied d'or organise chaque année un concours européen du meilleur pied de cochon. Le dernier s'est déroulé récemment dans un restaurant des Halles, le... Pied de cochon. Vous vous en doutez, j'imagine !

Aussi bien la carte du Pied de cochon (6, rue Coquillière, tél. : 42-36-11-75), tout comme celle du Grand Café Capucines (4, boulevard des Capucines, tél. : 47-42-75-77) et de la Taverne Kronenbourg (24, boulevard des Halles, tél. : 47-70-16-64), trois fumeurs de l'empire de MM. Blanc, n'indiquent-elle que

cuisson n'est plus de mise et qu'il n'est plus question de manger même les os ! Mais, finalement, je me demande — et même j'en suis sûr ! — la recette ménéhouldienne tient moins dans la cuisson des pieds de porc que dans le procédé consistant à laisser refroidir, puis tremper de sauce et griller l'objet. Et j'en veux pour preuve les ouvrages anciens qui donnent non seulement recette des pieds de cochon à la sainte-menehould, mais encore dans le *Dictionnaire portatif de cuisine* (1770), celle de pieds de mouton et de pieds de veau à la sainte-menehould, cuits et panés, grillés enfin de même façon.

MIETTES

● L'Académie des vins de Banyuls (appellations Banyuls et Collioure) a tenu son dernier « Coup de cœur » chez Guy Savoy. Preuve faite que ces vins peuvent s'accorder avec quelques plats salés et desserts sucrés.

● D'un fidèle lecteur en tournée électorale, compliments pour le Couronné (18, rue des Boulangers, à Paris, tél. : 98-08-35-93). Avec raison, car M. et M^{me} Balzinger, installés ici depuis quelque trois ans, réussissent dans l'honnête sagesse du fil de sandre au riesling et de la choucroute garnie.

● Pour le Festival d'Albi-av-Provence (du 1^{er} au 31 juillet), les restaurateurs du coin ouvriront le Restaurant du Festival, en plein air et dans d'anciens décors et costumes d'opéra. Tout en regrettant

le Festival gastronomique organisé autrefois au Vendôme, on se réjouira de cette initiative et des coupures, chaque soir présentées par un chef et son équipe. Entre autres participants, les restaurants du Plochin, du Clos de la violette, des Samalies, et surtout du Mes de la Barrière, où officie, en cuisine, la jolisse dame d'ARC, Elisabeth Gagnier (à Beaurou, tél. : 42-28-90-09).

● Les collectionneurs d'édicules se la disputent ! C'est celle de la curée du Trentenaire, un bœuf blanc brut de chez Beran-court, spécialement étudié pour les vœux des de régence de Jacques Billaud chez Luchin (154, boulevard Perce, Paris-17^e, tél. : 43-80-87-40). Etiquette dessinée par l'humoriste du crayon Barberousse.

● Salons de 10 à 800 personnes ! On n'a guère l'habitude d'une telle ampleur de gueule à Paris. C'est pourtant ce que propose l'Orée du bois (porte-Maillet, tél. : 48-47-92-50). Mais ce que l'on sait moins, c'est le jardin intime et frais en ces beaux jours venus, avec un menu à 170 F fort honorable. De plus, le parking est facile, l'orchestre des soirs de fête entraîne et la terrasse en plein air de respiration inattendue. L.R.

● Sauternes sur Concorde. — La vogue des grands liquoreux ne connaît plus de frontières : pour la première fois, du sauternes (château Clistern) va être servi en apéritif à bord du Concorde sur le vol Paris-New-York. La famille Lurton, propriétaire de ce premier cru, vient par ailleurs de prendre une décision courageuse en déclassant la totalité des 40 000 bouteilles millésimées 1984. Le vin étant jugé trop « mince », il sera commercialisé à moitié prix environ sous la marque « Cyprien de Clistern ».

GASTRONOMIE

Rive gauche

RESTAURANT
Les Célébrités
vue panoramique sur la Seine
ouvert tous les jours
chef de Cuisine JACQUES SENECHAL
menu au déjeuner 250 F
vin et service compris
parking offert
Entrées par l'hôtel néo
61, quai de Grenelle - 75015 Paris
réservations : 45 75 62 62

UN CHEF PATISSIER plein de talent
Menu à 180 F, service compris.
Prix moyen à la carte 300 F.
A 2 ou à 3, 200, même service apprécié.
Mélange savoureux au bon.
Santons jolies à 80 personnes
46, rue Galvée (91), fermé dim.
Tél. 43-25-48-58 et 43-25-00-48
Parking rue Lagrange et Notre-Dame

l'Alsace à Paris!
9, place Saint-André-des-Arts, 6e
43-26-89-38 - Ouvert T.L.J.
DEJEUNERS, DINERS, SOUPERS
Grillades - Charcuteries
Poissons - Caviars
Salons pour groupes de 15, 20, 30, 60 personnes

Rive droite

OFFREZ-LUI UN BOUQUET, MEME A 3 HEURES DU MATIN
LE BAYERN
La grande brasserie
bavaroise de Paris.
Fruits de mer, choucroute.
Salons de 10
à 150 couverts.
Place du Châtelet
Réservation : 42-33-42-44
LA CHAMPAGNE
La grande brasserie
de la mer.
Vier de la mer.
et de la mer.
10 bis, place de Clugny
Paris 1^{er}
Réservation : 48-74-44-78
CHEZ HANS!
La grande brasserie
alsacienne.
3, place du 15-Juin-1940
Paris 6^e
Angle Métropole
Rue de Rennes
Réservation : 45-48-96-42

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

Loue à FRÉJUS (Var)
APPARTEMENT
pour quatre personnes
dans villa avec jardin.
Juin, août et septembre.
Tél. (16) 94-51-62-62

An cœur de la forêt landaise
VIEILLE-SAINT-GIRONS
A 5 km de la mer, votre maison sur un terrain de 1 000 m².
A partir de 222 000 F, clé en main.
Ecr. SOCO.PPT, 4, bd de la République, 49000 MONT-DE-MARSAN. Tél. (16) 54-46-16-08.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

MERCUREY A.O.C. Vente directe
12 boulevard 1894 : 480 F TTC franco dom.
TARIF SUR DEMANDE - Tél. 98-47-13-94
Lieu: Bligny, 71800 Mercurey.

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHS
VENTEUL 51200 ÉPERNAY. T. 26-58-48-37
Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande.

RAIMO, UN GRAND GLACIER
Depuis la plus haute Antiquité, les glaciers furent toujours réservés à une clientèle privilégiée de rois et de princes. Par la suite, d'excellents glaciers acquirent la célébrité.
Le premier glacier qui s'installa à Paris, fut le PROCOPE, puis TORTONI qui créa la bombe glacée, puis en 1889, ESCOFFIER qui créa la fameuse pêche MELBA.
Près de la place Daumesnil, dans le 12^e arrondissement, existe la plus ancienne et la plus réputée des glaciers de Paris, RAIMO (Raïmo glacier).
Chez ce dernier, seule la qualité compte. Aucune concession sur le choix des meilleurs produits. Successeur de son père Antoine, à eux deux ils ont su acquiescer la maîtrise de la glace, dans les meilleures places et maisons réputées.
« Raimo, c'est la passion de la glace »
Une bonne adresse :
RAIMO GLACIER
59-61, boulevard de Reuilly, 75012 PARIS
Tél. 43-43-70-17

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

STESIA - PORT D'ORLÉANS	CHAMP DE MARS	LES HALLES	MAUBERT-MUTUALITÉ	MONT-PARNASSE	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
LA BONNE TABLE 45-36-74-91 42, r. Flandre, Spéc. POISSONS. CHAMPS-ÉLYSÉES RELAIS BELLEMAN, 37, r. Flandre, 47-23-34-42. Juin, 22 h 30. Cadre élég. F. menu, dimanche. 142, av. des Champs-Élysées, 45-58-20-41 COPENHAGUE, 1 ^{er} étage. FLORA DANICA, et son jardin d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.	L'AUBERGE DU CHAMP-DE-MARS, 18, r. Exposition, 7, 45-51-76-08. F. dim. sam. midi. Cuis. classique légèr. Choix 130 vins. P.M.R. 200 F p.c. GOBELINS ENTOTO 45-57-46-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nordman, 13 ^e . Spécialités éthiopiennes.	CAVEAU E-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 42-36-10-92. Ses caves du XV ^e , F. dim. P.M.R. 150/180 F. MAIRIE DU XVIII ^e LE PICHET, 174, rue Ordener, 46-47-45-24. Prod. Sud-Ouest. Grill. poisson. F. dim. et sam. soir.	DODIN-BOUFFANT 25, r. Fédérale-Sainte 43-25-25-14 Pl. Maubert-Mutualité - 25 HUITRES, COQUILLAGES, POISSONS Cuis. de marché. Ours, le soir. Dernier accueil 1 h du soir. Salons de 10 à 50 couv. en d'ég. du soir.	LA GUÉRITÉ DU SAINT-AMOUR , 209, bd Raspail, 43-20-64-51. T.L.J. Spéc. de poissons et crustacés. L'ARTISTE AUGUSTIN LE SARLADIS, 2, r. de Vicqne, 6, 45-22-23-62. Cassoulet 78 F. Confit 78 F.	LA FOUX , 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux. PETITE CHAISE, 36, rue de Grenelle, 42-22-13-35. Menu 85 F. Ours. L.J.

MICHEL CHARLEMBURG
et MICHEL DUBOIS

Le 40^e Festival de Cannes

Premier acte

La présentation du film de Francesco Rosi *Chronique d'une mort annoncée* marque, ce vendredi 8 mai, le véritable démarrage des festivités cannoises : les quatre sections parallèles s'ouvrent simultanément : « Un certain regard », « Perspectives du cinéma français », « Semaine de la critique » et « Quinzaine des réalisateurs » laquelle augmente son programme hispano-polonais du *Sixième Jour*, de Youssef Chahine, en hommage à Delid.

Si la Croisette était déserte hier après-midi, ce premier acte se prolongera très tard, avec l'ouverture de la section « ciné-opéra » et, dans la Riposte de Verdi, filmé par Ponnelle, un inénarrable Pavarotti. La soirée d'hier a, d'autre part, été marquée par la présentation d'un homme amoureux de Diane Kurys, chronique d'une passion qui n'a pas fait l'unanimité.

SELECTION OFFICIELLE

« Un homme amoureux », de Diane Kurys

Le poids des sentiments

Histoire d'une passion, cinéma dans le cinéma, le dernier Diane Kurys a ouvert la sélection officielle. On en retiendra surtout des vues imprégnables sur Rome, Paris et la campagne toscane.

Les films de Greta Scacchi sont fermes et glorieux. Les ruines de Rome sont comme toujours en excellent état. Les ponts de Paris sont propices aux ébats de l'amour fou, et les aéroports n'ont rien perdu de leur charme. Le mystère des suicides reste entier. Certes, Pourquoi en fin de compte l'addition ou la multiplication de ces évidences, de ces certitudes, ne suffisent-elles à conclure sans histoire, à convaincre ? Diane Kurys, qui a connu le succès avec *Diabolique*, *Coup de foudre*, et ouvre la sélection officielle du 40^e Festival de Cannes, n'a pourtant manqué ni d'ambition ni de moyens.

fournisse le tissu du roman qu'elle croit porter en elle.

La comédienne et l'acteur capricieux, ténébrique, vont s'aimer au premier regard échangé sur le plateau de Cinecittà, où l'on a commencé de tourner l'histoire de Pavese. Evidemment, elle a déjà un petit ami (Vincent Lindon) à Paris, et lui une femme épatante (Jamie Lee Curtis) et deux enfants à New York. Sinon où serait le drame, le film ? Bien sûr, ils vont s'aimer très fort, très souvent, prendre l'avion à tout bout de champ, se dire des choses très douces au téléphone, bercés par la musique suave de Georges Delerue. Avant des personnages ne souffrira de ces détestables problèmes d'argent qui nuisent tant au déroulement des passions ; on ne les verra pas non plus se livrer à des ébats trop impudiques, tel ce « pompino » de torride mémoire offert l'an dernier par Maruschka Detmers. M. Pasqua peut être rassuré sur ce front des événements et porter sa vigilance vers d'autres sujets d'épouvante.

Les comédiens sont remarquables. Peter Coyote jouait en l'ombre de l'homme de Pavese et celle de Leonard Cohen avec beaucoup d'aisance et une voix grave superbe. Greta Scacchi est belle et forte, douée d'une vitalité contagieuse bien intéressante, et Jamie Lee Curtis est une névrosée des plus touchantes et justes. On ne détaille pas en revanche, l'échec de l'intrigue, qui est fâcheusement convenu. D'images magnifiques on peut dire qu'elles sont remarquables, on passe des studios de Cinecittà aux bords du Tibre, du Colisée à la



Diane Kurys. A droite, Greta Scacchi et Peter Coyote.



Piazza Navona. Les amants courent à l'hôtel de la Villa à Rome, dialoguant sur les escaliers de la Place d'Espagne. A Paris, ils déjeunent à la Coupole, mangent des mont-blanc chez Angelina, couchent au Raphael. Ils font la tournée des « incontournables », un forfait culturel, en somme. Tant et si bien que ce mélo luxueux (on rêve de ce qu'un Minelli aurait inventé à partir des mêmes données) s'empêtre dans les clichés et qu'un ennui de bon aloi s'empare de tout enthousiasme.

C'est peut-être ce qui a mené Diane Kurys à en rajouter dans le registre du déchirant, à rencherir dans le poignant. Ainsi Claudia Cardinale, mère sublime qui se sait condamnée, se suicide pour de vrai au moment où le faux Pavese mime de son côté la mort devant la caméra. Mais à suivre trop de fils conducteurs on ne fait pas forcément des nœuds solides. Le cinéma dans le cinéma, le suicide, la mort

d'une mère, la solitude d'un écrivain, la difficulté d'aimer, autant de sujets forts dont aucun n'est traité tout à fait, mais plutôt ajouté aux autres, sans maîtrise véritable du scénario. On reste embourbé par ce film très soutenu qui ne se tient pas, par ce talent dispersé ; navré de n'être pas plus ému, de n'avoir pas pleuré, alors qu'on y était bien disposé et qu'on n'a pas souvent le cœur sec.

MICHEL BRAUDEAU.

Monsieur le président



Yves Montand n'a pas assisté à la dernière cérémonie des Oscars, une profession oublieuse ayant omis de nommer le « papet » de Jean de Florette et de Manon des sources.

Le vol à Cannes, investi du rôle d'arbitre suprême, et les mêmes qui l'ont nommé, il ne servent aujourd'hui qu'à mortifier le président à qui vaut son pesant de réputation. Montand les a prévus : le jury du quarantième Festival de Cannes n'est pas constitué de chèvres et de choux. Outre à devoir assurer la répartition des festivités, il ne servira pas cette année de copalmes d'or ni de co-président d'interprétation masculine et encore moins de co-quel que se soit. Les jurés prendront leurs responsabilités. Montand veut et exige une palme d'or ou coup de poing. « Cannes n'est pas Hollywood », c'est lui qui le dit.

LIVRES ET REVUES

Livres, revues, journaux célèbres à qui mieux mieux le quarantième anniversaire du Festival.

Les années Cannes, quarante ans de Festival (1) s'ouvre sur un long texte de Jean-Marie Le Clezio qui, en annexe du cinéma, rêve, divague en évoquant les stars, les films qui ont éveillé ses passions. La deuxième partie de ce livre propose année par année, des chroniques de Robert Chazal. Il fut un des premiers festivaliers, il connaît Cannes et le monde du cinéma comme sa poche. Alors, il nous fait refaire le voyage dans le temps, sans négliger la réalité historique pour les mythes. Cet ensemble est savamment illustré par de très belles photos en noir et blanc.

Quarante ans de Festival, par Alomée Piatel (2), a pour sous-titre *Cannes, le cinéma en fête*. L'auteur, qui fut reporter à la télévision, journaliste à l'Express, insiste à juste raison sur cette notion de fête qui a donné au Festival une perpétuelle mise en scène, des mises en scène, plutôt. Bercée de « l'ambiance festival », l'auteur raconte l'histoire de Cannes depuis ses débuts. Il y a là, d'une façon volontaire, et qui rend la lecture attachante, un grand film écrit, avec des séquences de durée différente, « tout fait ».

ENTRETIEN

Isabella Rossellini, entre Norman Mailer et Nikita Mikhalkov

L'héroïne de Blue Velvet, fille de Roberto Rossellini et d'Ingrid Bergman, Isabella Rossellini, à trois raisons d'être présente au Festival : elle est hors compétition dans le film de Norman Mailer, les Vrais Durs ne dansent pas, en compétition dans les Yeux noirs de Nikita Mikhalkov, et elle remet, le 8 mai, le prix Roberto Rossellini.

Les Yeux noirs. « Mon rôle était tout petit, et il a été beaucoup coupé. Ça arrive et ça m'est égal. Le scénario était superbe, j'avais envie de travailler avec Mikhalkov et avec Marcello Mastroianni. J'étais prête à bondir

sur la première occasion ! Je joue la fille de Marcello et de Silvana Mangano... Je le connaissais très peu Mastroianni ; on se croiserait dans les soirées. « Bonsoir, bonsoir ! » Mais je l'admire de loin, comme acteur, comme homme et comme... mythe. J'avais une petite scène avec lui et une petite scène avec Silvana Mangano. Les deux ont été coupées, mais elles seront peut-être dans la version télévisée, qui est plus longue.

Silvana Mangano, elle, je la connaissais déjà. Elle est très amie de la productrice du film, Silvana d'Amico, qui a été le grand amour de mon père juste avant sa mort... Silvana est très secrète. Non pas distante : elle est chaleureuse. Mais, réservée. Elle n'a pas besoin de dire de choses, de criser, pleurer. Elle ne fait rien, mais on voit, on ressent tout, en transparence.

Le prix Rossellini. « C'est le Festival de Cannes qui a eu l'initiative. Dans le comité,

il y a plusieurs metteurs en scène, dont Bertolucci, Fellini, les Taviani, Louis Malle, Godard, Rohmer, Yvonne Raimy et moi pour la famille et Gilles Jacob, le délégué général, et Toscani du Plantier... Papa avait été président du jury juste avant sa mort, il y avait dix ans le 3 juin. Et cette année, le 8 mai, il aurait eu quatre-vingt ans. Cette année-là, papa s'était beaucoup battu pour que la Palme d'or soit donnée aux frères Taviani pour *Padre Padrone*. J'ai récemment vu un documentaire où le réalisateur avait filmé l'intérieur d'un corps en marche. Il filmait aussi la chaleur des corps, ce qui les rend presque fantomatiques. Cet homme se plaçait dans une optique de simple recherche scientifique, mais son invention peut faire déboucher sur un vocabulaire complètement nouveau. Le lauréat peut donc être un inconnu, ce qui serait tout à fait dans l'esprit rossellinien : on ne connaît que l'un de nous mais qui a eu milieu du chemin de sa vie ».

« Le prix Rossellini ? C'est le cinéma qui prend des risques... Il peut être décerné à une institution comme la RAI ou la CBS. Ou à un individu, peut-être l'auteur d'une invention technique propre à bouleverser le cinéma. Par exemple, si le prix avait existé au moment où un homme a inventé les vidéo-cassettes, celui-ci aurait été un candidat possible.

« Mon père avait aussi très envie de faire des films scientifiques. J'ai récemment vu un documentaire où le réalisateur avait filmé l'intérieur d'un corps en marche. Il filmait aussi la chaleur des corps, ce qui les rend presque fantomatiques. Cet homme se plaçait dans une optique de simple recherche scientifique, mais son invention peut faire déboucher sur un vocabulaire complètement nouveau. Le lauréat peut donc être un inconnu, ce qui serait tout à fait dans l'esprit rossellinien : on ne connaît que l'un de nous mais qui a eu milieu du chemin de sa vie ».

A chacun son histoire

un montage élaboré, des commentaires qui pourraient s'ajouter à des images choisies parmi les archives si, un jour, on passait du texte à l'écran. Cet ouvrage n'est pas tellement illustré, mais cela n'a pas d'importance. On est trop pris, on lit d'une traite et on est content.

L'album anniversaire *Cannes 1946-1986*, conçu et réalisé par l'Association du Festival international du film et Média-Planning, en collaboration avec Jean-Claude Romer, se veut le must des publications (3). Mieux que cela, évidemment, vous ne trouverez pas. Tout y est fait pour le prestige ; le papier, l'impression, les photos souvent inédites ou carrément insolites, et le contenu, bien sûr. On a droit aux éditoriaux du ministre de la culture, du président du Festival et des autres personnalités de la manifestation. La rétrospective 1939-1986 — un chapitre couvre chaque année, avec l'affiche du Festival, la composition du jury, les films en sélection, le palmarès — est remarquable, et l'histoire des sections parallèles figure en bonne place. Voilà donc la mémoire intégrale du Festival. Avec des index pour bien s'y retrouver.

Du côté des hebdomadaires : *Télérama* fait son spécial Cannes (4), en 16 pages abondamment illustrées, puis annonce la journée 1987 et présente la critique

des films présentés au Festival et sortant, cette semaine, à Paris : *Chronique d'une mort annoncée*, *Un homme amoureux*, *Macbeth*, *Parti Match* y va de son album-souvenir. L'épique du Festival racontée par Christiane Rochefort, Jacques Laurent, France Rochet, Claude-Jean Philippe (5). Les photos dominent, très vivantes, dans la tradition du magazine. En couverture, une Brigitte Bardot en robe du soir pour bal des déshérités. Curieux !

Les mensuels maintiennent : le spécial Cannes de *Première* ne revient pas, sinon en images rapides, sur le passé, mais informe sur tout ce qui va se passer cette année (6). Rubriques, photos, reportage, on a mis les petits plats dans les grands, c'est copieux, fastueux avec un petit côté « définitif ». On sent que *Première* a déjà choisi, décidé. Au point de manifester un certain dépit de ne disposer pour *Sous le soleil de Satan*, de Maurice Pialat, que « d'une rumeur, d'une attente et de quelques photos ».

Studio Magazine (7) raffine sur les photos, la mise en pages — en couverture un magnifique portrait de Romy Schneider, dont Claude Santet évoque, par ailleurs, la personnalité — pour annoncer Cannes 87 et proposer le marathon des quarante ans. C'est très soigné, avec de bons articles, mais un peu fouillis. *Starfix* fait le tour de Cannes 87 en détachant les films

présentés importants (8). *La Revue du cinéma*, dans sa rubrique « Cannes première » (9), s'intéresse au nouveau du cinéma soviétique et au film d'opéra (début d'une série d'articles).

Pour les *Cahiers du cinéma* (10), Cannes est l'occasion de faire le point, dans un numéro spécial, sur la « nouvelle ligne » du cinéma mondial, qui passe par une enquête dans les divers pays du monde. L'occasion aussi de rassembler, trier, analyser les informations, chercher comment le cinéma survit et peut se renouveler. C'est du sérieux, du solide, c'est une démarche originale et très utile actuellement, pour essayer de dissiper les confusions de valeurs.

Libération publie un très gros numéro hors série (11) rassemblant les réponses de sept cents cinéastes (oui, sept cents, et les plus célèbres de la planète, nous annonçons-à) à la question « Pourquoi filmiez-vous ? » Il y a beaucoup de noms qui surprennent, et on n'a pas fini de se pencher sur les raisons de filmer avancées ici. Certains sont bavards, d'autres moins. La palme de la concision revient à Philippe Collin, qui répond simplement : « Pour voir ».

On ne terminera pas ce tour d'horizon de l'édition et de la presse sans rappeler que le *Monde* vient d'éditer un numéro spécial qui fera

lance à nouveau dans le vrai risque et part dans une direction radicalement différente. Ce qui n'est pas moins rossellinien.

« J'espère que ça ne deviendra pas un prix honorifique couronnant l'ensemble d'une carrière. Il y en a déjà beaucoup et nous sommes tous un peu superstitieux. Quand ils sont invités à des rétrospectives de leur œuvre, les Taviani, Fellini, font toujours de la main le signe des cornes. Pour conjurer le sort. »

Norman Mailer. « Le scénario des Vrais Durs... était formidablement écrit. Norman a une science des mots tout à fait étonnante. Les personnages parlent non pas comme dans la vie, mais comme on rêverait de parler. Moi, les belles répliques me viennent toujours trois ou quatre jours trop tard. Là, c'était une belle occasion d'avoir tout de suite de la répartie.

« Cela dit, je n'ai rien compris pendant que je tournais. En tant qu'acteur je me sentais un peu frustré : je n'avais pas l'impression d'avoir vraiment un rôle à tenir. Jusqu'au moment où j'ai compris que tout se passait dans la tête et dans la mémoire de Tim Madden (Ryan O'Neal) et que la réaction de mon personnage à tel ou tel moment, Tim s'en fichait complètement. Il ne fallait surtout pas que mon personnage soit bien rond, bien poli ; au contraire. »

Rossellini-Bergman : un instant. « Mes parents m'ont enseigné la curiosité. Mon père avait toujours soif d'apprendre, de découvrir, de comprendre. Il m'a appris que la curiosité pouvait être source de bonheur. Mes parents étaient brillants. Mon père se révélait énormément dans ses films. Une actrice, c'est plus souterrain, elle se cache toujours un peu derrière ses personnages. Je revois souvent leurs films. Il y en a un que je n'ai jamais vu : la Jeanno d'Arc d'Honneger, que mon père avait réalisé à partir d'une représentation théâtrale. Mon père ne gardait rien. Ma mère était plus ordonnée. Et, finalement, Jeanno d'Arc a été retrouvée et restaurée. Personne ne l'a vu depuis au moins vingt-cinq ans. Ça va être une expérience très étonnante de retrouver papa et maman ensemble. »

Propos recueillis par HENRI BEHAR.

● RECTIFICATIF. — Le *Hasard*, film polonais de Krzysztof Kieslowski, a été par erreur désigné comme une production soviétique dans le programme de la sélection cannoise « Un certain regard », paru en dernière page de notre supplément du 7 mai.

- JACQUES SICIER.
- (1) Editions Hatier, 152 p. ill., 160 F.
 - (2) Editions Londey, 246 p. ill., 99 F.
 - (3) Média-Planning, 400 p. ill., 400 F. et, à Cannes pendant le Festival, 300 F. prix festivalier.
 - (4) *Télérama*, n° 1 947, 9 mai, 8 F.
 - (5) *Paris-Match*, n° 1 981 hors série, 11 F.
 - (6) *Première*, spécial Cannes, 20 F.
 - (7) *Studio Magazine*, Festival de Cannes, 30 F.
 - (8) *Starfix*, numéro spécial Cannes 87, 25 F.
 - (9) *La revue du cinéma*, n° 427, 25 F.
 - (10) *Cahiers du cinéma*, numéro spécial 395/396, 40 F.
 - (11) *Libération*, numéro hors série, mai 1987, 35 F.
 - (12) *Le Monde*, Cannes, numéro spécial, mai 1987, 19 F.

Vendredi 8 mai

Samedi 9 mai

Jean Roumet, 42, 27-
 rue de la première au lieu de
 la seconde au 15 au
 lieu de 1927. - Ce sont
 les cent quatre-vingt-
 sept et trois cent quatre-
 vingt-sept ventes, les
 9 juin. De très nom-

Informations « services »

PHILATÉLIE

Timbres-poste clefs en main...

Administration livre timbres-poste clefs en main pour pays d'outre-mer et autres. Faire offre. Cette annonce fictive n'est, en définitive, pas si éloignée de la réalité. C'est en effet le rôle dévolu au Bureau d'études des postes et télécommunications d'outre-mer (BEPTOM), dirigé par Gabriel Legout, qui est un organisme lié soit par convention, soit par relations administratives, à un grand nombre de pays francophones d'outre-mer.

Il leur offre, dans le cadre de la politique de coopération de la France, un éventail d'actions spécifiques (antarcétiques) et ceux de Saint-Pierre-et-Miquelon.

L'ATPOM gère en permanence plus de trois mille timbres différents, qui se renouvellent sans cesse. Sans compter de nombreux autres produits : enveloppes, gravures, documents philatéliques.

L'Agence des timbres-poste est issue de la très ancienne Agence comptable des timbres-poste coloniaux créée au début du siècle. Elle avait pour rôle, à l'époque, de conserver les valeurs postales des colonies stockées à Paris. Il était difficile de conserver dans chaque ter-



ritoir les valeurs en question essentiellement pour des raisons climatiques.

Puis le développement de la philatélie amena l'Agence comptable à vendre aux collectionneurs métropolitains les timbres coloniaux pour des raisons pratiques, à une époque où les liaisons, par voie maritime, ne se faisaient que très lentement.

Aujourd'hui, une gestion informatisée des stocks a été mise en place. En effet, la vente signifie le traitement d'environ quatre-vingt mille commandes par an, moitié par correspondance, moitié aux guichets de l'Agence, à la stricte valeur faciale. Car, l'Agence n'a pas pour finalité de réaliser des bénéfices, mais son rattachement à l'ATPOM, qui a un statut d'établissement public, lui fait obligation d'équilibrer son budget.

★ ATPOM : 85, avenue de La Bourdonnais, 75007 Paris. Tél. : 47-05-47-92.

Reproduction réalisée par la rédaction de *Le Monde* des philatélistes. 24, rue Chateaubert, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-08.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 8 mai à 0 heure et le dimanche 10 mai à 24 heures.

La France restera, samedi, sous l'influence de conditions anticycloniques. Mais le champ de hautes pressions s'affaiblira par le nord et le nord-ouest, et permettra ainsi au faible front froid « CV », d'aborder les régions proches de la Manche samedi soir.

Samedi : un beau temps très ensoleillé régnera toute la journée sur l'ensemble de la France. A noter en début de matinée quelques brumes ou brouillards dans les vallées du Nord, du Nord-Est et du Centre, mais qui se dissipent rapidement. Par contre, en fin de journée et en soirée, des nuages aborderont le Finistère et les côtes bordant la Manche, où le ciel se couvrira le soir avec de faibles pluies. Les vents seront faibles. Les températures au lever du jour seront

de l'ordre de 8 à 10 degrés près des côtes méditerranéennes et atlantiques, 4 à 8 degrés près des côtes de la Manche, et 2 à 6 degrés dans l'intérieur. L'après-midi, le thermomètre atteindra 18 à 22 degrés sur la moitié nord, et 22 à 25 degrés sur la moitié sud.

Evolution pour dimanche : L'étroite bande de ciel couvert et de petites pluies situées le matin de la Bretagne au Nord-Pas-de-Calais pénétrera à l'intérieur du pays, et se trouvera le soir de l'Aquitaine aux Alpes du Nord. A l'arrière de cette bande, le

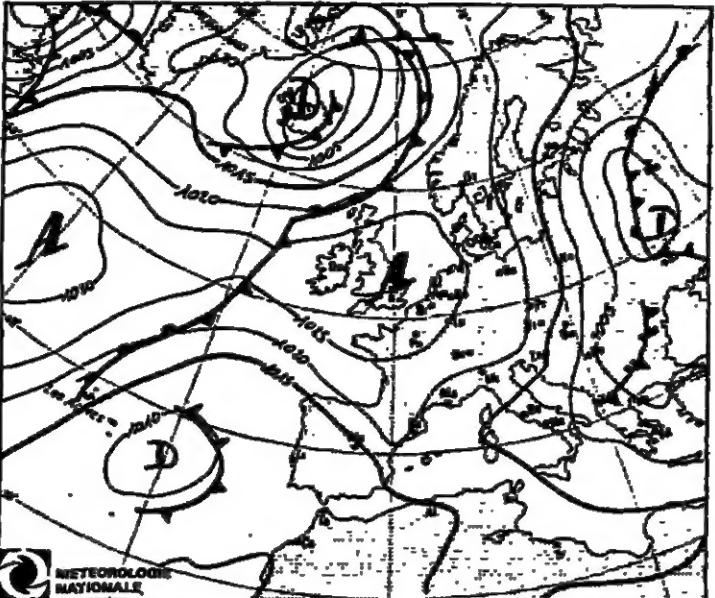
temps sera variable et plus frais avec un risque d'averses près des côtes de la Manche. A l'avant, une évolution orageuse s'accentuera dans le Sud-Ouest, alors que dans tout le Sud-Est le beau temps ensoleillé persistera.

Les vents resteront faibles à modérés.

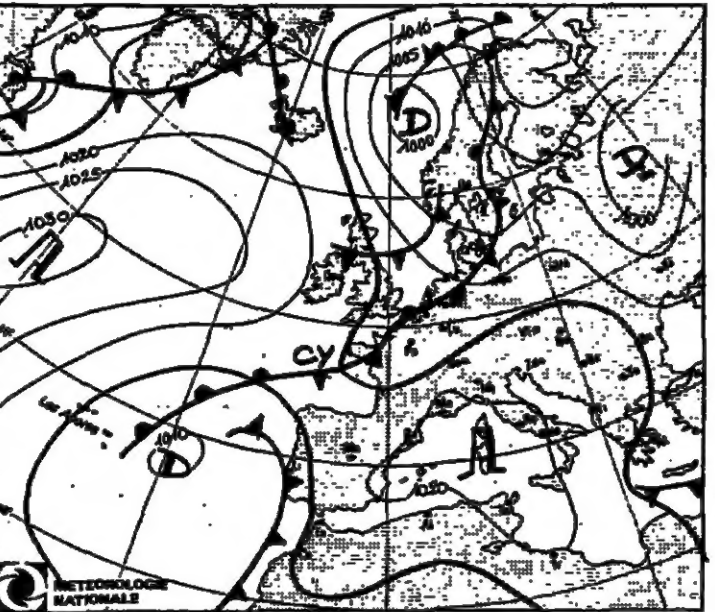
Les températures minimales seront stationnaires ou en faible hausse.

Les températures maximales seront en baisse de 2 à 4 degrés par rapport à samedi sur la moitié nord du pays, stationnaires sur la moitié sud.

SITUATION LE 8 MAI 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 10 MAI A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

le 07-08 à 6 h TU et le 08-05-1987 à 6 h TU			le 08-05-1987		
FRANCE	TOURS	16 5 D	LOS ANGELES	23 16 C	
ALGER	18 7 D		LUXEMBOURG	13 5 D	
BARCELONE	15 6 D		MADRID	27 5 D	
BONNE	19 8 D		MARSEILLE	24 15 N	
BRESCIA	14 5 D		MILAN	26 13 B	
BREITENBURG	16 6 D		MOSCOW	23 8 D	
BREITENBURG	16 6 D		MONTREAL	14 5 D	
BREITENBURG	16 6 D		MUSKOGEE	22 14 A	
BREITENBURG	16 6 D		NATION	25 16 C	
BREITENBURG	16 6 D		NEW-YORK	26 9 A	
BREITENBURG	16 6 D		OSLO	16 4 C	
BREITENBURG	16 6 D		PALMA-DE-MAJOR	21 8 D	
BREITENBURG	16 6 D		PARIS	28 13 D	
BREITENBURG	16 6 D		REIMS	25 23 D	
BREITENBURG	16 6 D		ROCHESTER	19 7 D	
BREITENBURG	16 6 D		STOCKHOLM	11 3 D	
BREITENBURG	16 6 D		STUTTGART	18 17 A	
BREITENBURG	16 6 D		TOKYO	23 14 D	
BREITENBURG	16 6 D		TUNIS	19 9 D	
BREITENBURG	16 6 D		VIENNE	20 9 D	
BREITENBURG	16 6 D		VIENNE	13 6 D	

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Carnet du Monde

Décès

— Catherine et Pierre Brise, Jean-Bernard et Béatrice Dumas, ses enfants, Martin Brise, Manuelle Brise, Nathalie et Thierry Martin, Juliette Brise, Stéphane et Guillaume Dumas, ses petits-enfants, Jessica Martin, son arrière-petite-fille, font part du décès de

M^{me} Jacques-Bernard DUMAS, née Stéphane Teutsch, le 1^{er} mai 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

— Le docteur et M^{me} Michel Hamayon, M. et M^{me} Claude Hamayon, M. et M^{me} Lotte Hamayon, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Simone HAMAYON, leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère, survenue le 30 avril 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 7 mai 1987.

— M^{me} Jean-Louis Ozanne, son épouse, Nicolas, Jean-Thomas, Raphaël et Matthieu, ses enfants, M^{me} Jean Ozanne, sa mère, M. et M^{me} François Petit, ses beaux-parents, ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, Les familles Ozanne et Petit, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Louis OZANNE, survenue le 6 mai 1987, dans sa quarante-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 9 mai 1987 à 14 h 30, en l'église de Gézardier.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Pré-Botel-Kourup-Longemer, 88400 Gézardier, 78130 Le Chesnay, La Pierre aux Corbeaux, route de Châteauneuf-Thierry, 60800 Crépy-en-Valois.

Anniversaires

— Le 9 mai 1977, à Montréal (Canada), Jean-Salvi GUILLEM, neuro-psychiatre, mourait. Ses enfants souhaitent que ceux qui l'ont aimé passent à lui.

— Le 2 mai 1981, mourait Pasquette MALET, née Doucet, l'épouse du poète surréaliste et romancier Léo Malet, qui demande à ses amis de penser à elle en ces jours anniversaires.

La mort d'André Sauzin

Nous apprenons le décès d'André Sauzin, délégué du Syntexcom, Syndicat national du commerce extérieur des céréales.

[Né en 1922, M. André Sauzin avait commencé sa carrière en 1945 comme rédacteur à l'Office des changes à Paris. Directeur commercial de la société Transocéan (entre 1948 et 1958), il s'intéressa alors au négoce international des céréales. De 1958 à 1968, il occupa la fonction de directeur général de la firme Goldschmidt (import-export de grain) avant de devenir, en 1969, délégué du Syntexcom. M. Sauzin était en outre, depuis 1974, vice-président de la commission commerce extérieur de Cooceal (Comité du commerce des céréales et des aliments de bétail), à Bruxelles. A ce titre, il était un intermédiaire apprécié des céréaliers dans leurs relations avec les institutions agricoles européennes.]

(Le Monde a publié l'avis du décès dans son numéro du 8 mai.)

En filigrane

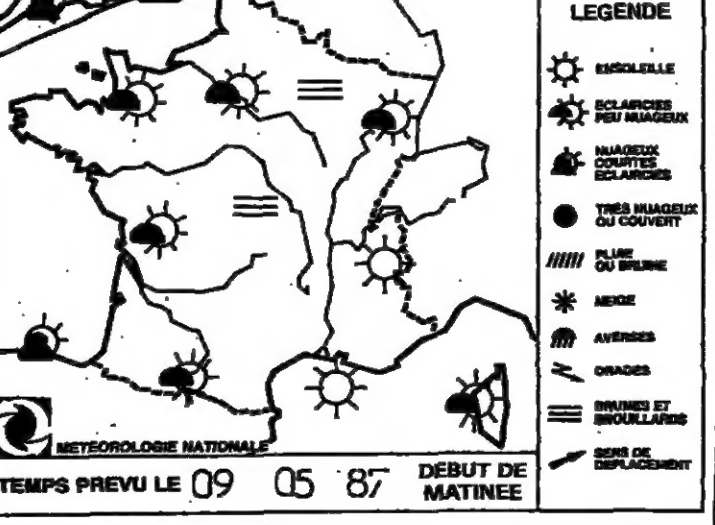
● Expositions. — Le groupement des associations philatéliques de Paris-Ile-de-France (GAPHIL) organise le samedi 16 et dimanche 17 mai, en cinquième exposition régionale au Foyer des arts et loisirs, 12, avenue Foch à La Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine), à l'occasion de son congrès (Sous-ventes philatéliques au Cercle philatélique grenoblois, 39, rue Sartoris, 92250 La Garenne-Colombes).

L'inauguration du nouveau bureau de poste de Marnay-la-Métairie (Seine-et-Marne), les samedi 30 et dimanche 31 mai, sera l'occasion d'une exposition philatéliques avec mise en service d'une oblitération temporaire le 30, de 9 h 30 à 12 h 30 (renseignement auprès de la mairie, 21180 Marnay-la-Métairie).

● Le coin des bonnes affaires. — Plusieurs grandes ventes sont annoncées pour les semaines à venir :

Georges Larze (tél. : (16) 78-81-50-22), spécialiste des TAAF, propose, dans sa septième vente aux enchères (clôture le 13 mai), une « Résidence de France », type II avec, au dos de la lettre, un cachet de transit en Australie du 18-X-1913 et un cachet d'arrivée au Havre du 8-XI-1913 (prix de départ, 8000 F). Parmi les quelques 4000 lots, notons une collection d'autographes, dont une lettre signée d'Emile Zola le 16 mars 1884 et estimée à 1200 F, et plus de 750 lots classiques de France.

La maison Roumer (tél. : 47-70-00-56), à l'origine des ventes aux enchères, a organisé le 15 et 20 novembre 1987, organisée ses trois cent quatre-vingt-septième et trois cent quatre-vingt-septième ventes, les 28 mai et 5 juin. De très nom-



JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 6 mai 1987 :

UNE LOI

● N° 87-306 du 5 mai 1987 modifiant certaines dispositions relatives aux casinos autorisés.

DES ARRÊTÉS

● Du 23 avril 1987 définissant les conditions et les modalités d'inscription sur des listes régionales des sportifs mentionnés à l'article 7 du décret n° 87-161 du 5 mars 1987

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 7 mai 1987 :

DES ARRÊTÉS

● Du 6 mai 1987 modifiant l'arrêté du 17 avril 1987 fixant les modalités de la privatisation de la Banque industrielle et mobilière privée.

● Du 28 avril 1987 portant application du décret n° 78-404 du 17 mars 1978 relatif au régime de subventions d'investissement accordées par l'Etat aux établissements d'enseignement privés sous contrat.

UNE CIRCULAIRE

● Du 28 avril 1987 modifiant la circulaire du 14 janvier 1983 relative aux aides financières publiques aux investissements des pêches maritimes.

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 8 mai 1987 :

DES ARRÊTÉS

● Du 7 mai 1987 fixant les modalités de la privatisation de la Compagnie générale d'électricité.

● Du 6 mai 1987 relatif à la réaffectation des militaires en service à l'étranger.

SUR MINITEL. Prévient complète. Météo marine. Temps observé Paris, province, étranger. 2615 Tapes REMONDE plus METEO.

Les mots croisés se trouvent dans « Le Monde sans vis » page 10

LOTO

28 17 18 28 34

PROCHAIN TRAJET DE L'EUROPE EN 1987

885 950,00 F

114 555,00 F

7 025,00 F

115,00 F

9,00 F

33 MILLIONS

CARNET DU MONDE

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 69 F

Abonnés 60 F

Communications diverses 72 F

Renseignements : 42-47-95-03

M. Chirac exhorte les entreprises à développer leurs exportations

l'accord a été conclu
ment mercredi à midi et
nécuss, entre le ministre
patrons d'Urss M. Coss
l'administration. Le
M. Cesare Bonini.

De leur côté, les syndi
télécommunication et le
de la C.I.S.T. (chambre)
l'association des
l'association de la
selon cet am
la privatisation
que de l'Europe
des garanties
capital déposé
tous dans le
la banque, acq
par l'I.R.I. sont

Affaires

La mise sur le marché de la CGE

Une opération-test pour la politique de privatisation

Une dénationalisation doublée d'un pari industriel

biles de prestige, a dominé, ruée sans précédent. La mise sur le marché de la CGE, l'opération pour le public, d'environ 1 kilomètre d'essai, trottait devant la presse londonienne chargée de la...

La demande a été de 1,2 million de titres, le double de l'offre. L'opération pour le public, d'environ 1 kilomètre d'essai, trottait devant la presse londonienne chargée de la...

Chômage

Baisse de 1,7 % en Europe en mars

Le chômage a baissé, en cours du mois de mars, les chiffres fournis par Eurostat, statistiques des Communautés européennes. Pour les douze pays, le nombre de chômeurs est passé de 16,75 millions, en février, à 16,55 millions, en mars, soit une baisse de 1,7 %.

Dans la plupart des pays, la baisse est comprise entre 0,5 % et 1,5 %. En Espagne, elle est de 2,3 %, en France de 1,7 %, en Italie de 1,5 %, en Allemagne de 1,4 %, en Belgique de 1,3 %, en Pays-Bas de 1,2 %, en Grèce de 1,1 %, en Irlande de 1,0 %.

L'automatisation d'une usine Gervais

Mise au point de la CGEE-Alstom

La mise au point de l'automatisation d'une usine Gervais, la CGEE-Alstom, a été l'opération pour le public, d'environ 1 kilomètre d'essai, trottait devant la presse londonienne chargée de la...

La mise au point de l'automatisation d'une usine Gervais, la CGEE-Alstom, a été l'opération pour le public, d'environ 1 kilomètre d'essai, trottait devant la presse londonienne chargée de la...

Après avis de la commission de privatisation, qui a estimé que la valeur de la Compagnie générale d'électricité (CGE) « ne saurait être inférieure à 18 milliards de francs », soit 254 F par titre.

Le prix s'applique aux titres détenus par l'Etat comme à ceux créés dans le cadre de l'augmentation de capital, qui s'élève à 6,3 milliards de francs.

L'offre publique de vente (OPV) débutera le 11 mai et s'achèvera le 23 mai 1987. L'OPV se double d'une offre publique d'échange (OPE) des 2,1 millions de titres participatifs émis par la CGE en 1983 et en 1985, sur la base d'un titre participatif pour dix actions.

La mise en vente de la CGE comporte en effet trois volets d'importance égale : la cession - classique - des titres détenus par l'Etat (20,6 millions), qui fera rentrer près de 6 milliards de francs dans les caisses publiques ; l'augmentation de capital (21,7 millions d'actions), qui rapportera 6,3 milliards de francs à l'entreprise ; enfin, la conversion des titres participatifs (2,1 millions d'actions), qui constitueront simplement un échange de papier, mais qui aura le mérite - si elle est réalisée à 100 % - de soulager la CGE de ressources coûteuses et de permettre une seule ligne de cotation. Aux conditions retenues, les titres participatifs représentent 6,1 milliards de francs.

S'ajoutent à ces « trois tiers » les 3,6 millions de titres détenus par les...

« Le Monde économique » daté du 12 mai sera consacré à un historique de la CGE, à une présentation de trois de ses présidents depuis 1970 et à une description de ses principales activités.

Regroupement dans les télécommunications italiennes

Le public et le privé s'associent pour faire face à la concurrence internationale

ROME de notre correspondant

L'industrie italienne des télécommunications ne pouvait plus se permettre d'affronter la concurrence des géants américains et européens en ordre dispersé. Après dix-huit mois de négociations, la STET, société financière du premier groupe public italien IRI, a donné officiellement, jeudi 7 mai, son feu vert à la création d'une grande société holding, la TELIT, qui réunira ITALTEL (STET-IRI) et TELETRA (Fiat).

Chaque des porteurs de la holding, 48 % du capital, les 4 % restants étant confiés à la banque MEDIOBANCA, contrôlée, elle aussi, par l'IRI. A terme, le nouveau groupe devra réaliser un chiffre d'affaires de plus de 1 800 milliards de francs (1,4 milliard de dollars) et employer plus de vingt-deux mille personnes. Mais, dans un premier temps, il s'agit surtout de rationaliser les structures nationales des deux sociétés et d'unir leurs forces sur les marchés étrangers.

banques anciennement actionnaires de la SFPI (Société financière de participations industrielles, un holding aujourd'hui dissout, créé lors de la nationalisation, à parité entre diverses banques et l'Etat, pour détenir des participations dans les groupes industriels nationalisés) et les 4 millions de titres mis de côté par l'Etat pour l'attribution des actions gratuites.

Au total, en supposant intégrale la conversion des titres participatifs, le capital de la CGE représente 70,99 millions d'actions, soit, à 290 francs le titre, une capitalisation de 20,6 milliards de francs. En 1982, le groupe avait été nationalisé pour 3,487 milliards de francs.

Les actions offertes à la vente (39,58 millions) se répartissent de la manière suivante : - 10 % sont réservés aux salariés et anciens salariés (cinq ans au moins dans le groupe), qui ont le choix entre trois formules de souscription. La première prévoit un rabais de 5 %, soit un prix de 275,50 F par action, avec paiement et disponibilité immédiats.

La deuxième propose un rabais de 20 %, soit un prix de 232 F par action, avec déduction de trois ans et délai de paiement de la même durée (acompte de 35 %, puis versement de trente-six mensualités constantes). La troisième offre un rabais de 28 % (10 % supplémentaires, au titre des dispositions sur les fonds d'épargne), soit un prix de 208,80 F, à condition que les salariés bloquent leurs actions sur un fonds commun de placement au an de plus que dans la deuxième formule. Les salariés bénéficient d'une action gratuite pour une action achetée dans la limite de 4 815 F (moitié du plafond légal de la Sécurité sociale) à condition de conserver leurs titres un an à compter du jour de leur paiement intégral ;

- 70 % sont cédés en Bourse de Paris par la procédure de l'OPV ; les ordres d'achat de dix à cinquante titres devant être servis en priorité. Les petits porteurs pourront bénéficier d'une action gratuite pour dix acquises lors de l'OPV, dans la limite de cinquante titres, soit cinq actions gratuites au maximum ; à condition d'avoir conservé les actions acquises au moins dix-huit mois ;

- 20 % sont offerts à la souscription sur le marché financier international, qui permettra notamment, pour la première fois, de réaliser un placement privé auprès d'investisseurs institutionnels américains, pour un montant de 35 millions de dollars.

Le nombre de titres proposés à l'OPV (21,7 millions) devrait permettre de servir les demandes sans...

appliquer les réductions drastiques qu'ont connues Paribas, la Sogefal, la BIMP et la BTP. L'engagement pour un groupe industriel semble a priori plus modéré que pour les banques. On ne souhaite d'ailleurs guère, rue de la Botte, connaître la demande euphorique d'un Paribas. Des actionnaires mieux servis et plus stables sont visiblement plus du goût du nouveau géant des télécommunications.

Un groupe d'actionnaires stables

Bien que n'ayant pas fait l'objet d'une procédure d'appel d'offres pour la constitution d'un groupe d'actionnaires stables - à la différence de Paribas, ou, aujourd'hui de la Société générale - la CGE aura quand même un « noyau dur naturel ». A trois titres au moins : d'une part, trois banques - Société générale, BNP, Crédit lyonnais et peut-être, dans une moindre mesure, le Crédit commercial de France, se partageront les 12,8 % du capital hérité de l'ex-SFPI. Elles suivront l'augmentation de capital, détenant de ce fait 6,4 millions de titres. Une conversion totale des titres participatifs réduirait leur part à quelque 9 % du capital ; d'autre part, les salariés ont droit à 10 % du capital (cette participation sera également diluée de 30 % au maximum, avec la conversion des titres participatifs). Mais si le fonds de placement créé spécialement par la CGE atteint 2 à 3 % du capital, il sera l'un des plus gros actionnaires ; restent, enfin, les détenteurs de titres participatifs qui sont massivement des institutions (type caisses d'assurance, organismes de prévoyance...) sans exclure quelques « proches » de la CGE (Général des Eaux, Générale de Belgique...).

Au total le « noyau dur naturel » pourrait atteindre un cinquième à un quart du capital de la CGE. On conçoit, dans ce cas, qu'il n'ait guère besoin de procéder à un appel d'offres dont la sélection finale apparaît trop souvent relever du pouvoir discrétionnaire de M. Ballardur.

Reste maintenant à suivre la réalisation de la plus importante opé-

tion de privatisation engagée depuis novembre dernier (l'OPV représente 8 milliards de francs contre 6 pour Saint-Gobain et Paribas). Le prix choisi, à l'image de celui de Saint-Gobain, apparaît suffisamment attractif pour les petits porteurs. Il se situe dans la droite ligne de la plupart des estimations qui attribuaient à la CGE une valeur de 23 à 24 milliards de francs, à laquelle devait s'appliquer une décote normale de 10 % à 15 %.

Cela dit, le climat sera-t-il aussi favorable que pour Saint-Gobain ? Toute la question est là. La mise en vente de la précédente privatisée, le CCF, semble avoir connu un succès modéré. Essoufflement des actionnaires populaires, « gâché » par les réussites des privatisations antérieures, ou au contraire découragement des petits porteurs devant le peu de titres servis lors des dernières opérations (quatre titres pour Paribas, six pour la Sogefal, un pour la BTP ou 1,5 pour la BIMP), raisons propres au CCF ? Sans doute les réseaux bancaires se débattent-ils moins pour un rival.

On ne peut cependant pas exclure un éventuel fléchissement de l'intérêt pour les privatisables. D'autant que la période actuelle est traditionnellement féconde en augmentations de capital et que plusieurs sociétés (privées) ont de grosses opérations en préparation. La CGE sera sans doute un bon teste pour juger de l'existence, ou non, d'un effet d'éviction des privatisations sur les autres émissions.

M. Ballardur n'a en tout cas pas eu de craintes excessives, puisqu'il a annoncé, dès le 7 mai, le lancement de la mise en vente de la Société générale pour le 15 ou le 22 juin. « Si cela n'avait pas été une banne, j'aurais marqué une pause, mais là, je suis sûr que ce sera bien placé... » Depuis Saint-Gobain, en novembre dernier, une soixantaine de milliards de francs auront ainsi afflué vers les privatisables. Une bonne affaire pour le budget de l'Etat qui n'avait programmé, au titre des recettes de privatisations, que 30 milliards de francs pour 1987.

CLAIRE BLANDIN.

Selon la chambre des notaires

Le prix de vente des appartements s'envole à Paris

Les prix des appartements vendus à Paris (1) continuent de grimper allègrement : l'indice établi par la chambre des notaires de Paris révèle une hausse de 9,3 % au second semestre de 1986 par rapport au premier, et de 14,4 % en 1986 par rapport à 1985. C'est dans le 8^e arrondissement que la hausse a été la plus élevée, avec 52 % sur un an.

Le nombre des transactions s'est élevé à 38 280 sur l'année contre 34 500 en 1985, le rythme étant plus élevé dans les arrondissements moyens (13^e, 11^e, 9^e) et peu chers (19^e, 18^e) et continuant de ralentir dans les arrondissements les plus chers (9^e, 6^e, 17^e).

Le prix moyen au mètre carré, tous arrondissements confondus, dépasse pour la première fois le barème des 10 000 F (10 669 F contre 9 792 F au premier semestre de 1986, le 8^e arrondissement étant le plus cher (20 017 F le mètre carré), contre le 18^e (18 025 F le mètre carré), et l'arrondissement le moins cher, le 10^e arrondissement (7 277 F).

Les ventes à 20 000 F le mètre carré ne représentent cependant que 2,5 % des mutations et celles à moins de 10 000 F, 63 % d'entre elles. Deux sur trois des appartements vendus sont de petites surfaces (studios et deux-pièces).

Pour la première fois, la chambre des notaires s'est intéressée aux ventes de boîtes et de places de parking pour les voitures. Un box vaut en moyenne 70 000 F et une place de parking 50 000 F, avec des disparités très fortes selon les arrondissements : il en coûte 95 000 F pour loger sa voiture dans le 8^e et le 9^e arrondissement, mais seulement 35 000 F dans le 20^e, le 15^e arrondissement venant largement en tête pour le nombre des transactions.

(1) Il s'agit d'appartements qui sont vendus pour la deuxième fois au moins, à l'exclusion des appartements commercialisés neufs par les promoteurs (500 logements offerts à la vente en 1986 contre 11 000 en 1979).

Le prix moyen au mètre carré, tous arrondissements confondus, dépasse pour la première fois le barème des 10 000 F (10 669 F contre 9 792 F au premier semestre de 1986, le 8^e arrondissement étant le plus cher (20 017 F le mètre carré), contre le 18^e (18 025 F le mètre carré), et l'arrondissement le moins cher, le 10^e arrondissement (7 277 F).

Le prix moyen au mètre carré, tous arrondissements confondus, dépasse pour la première fois le barème des 10 000 F (10 669 F contre 9 792 F au premier semestre de 1986, le 8^e arrondissement étant le plus cher (20 017 F le mètre carré), contre le 18^e (18 025 F le mètre carré), et l'arrondissement le moins cher, le 10^e arrondissement (7 277 F).

Le prix moyen au mètre carré, tous arrondissements confondus, dépasse pour la première fois le barème des 10 000 F (10 669 F contre 9 792 F au premier semestre de 1986, le 8^e arrondissement étant le plus cher (20 017 F le mètre carré), contre le 18^e (18 025 F le mètre carré), et l'arrondissement le moins cher, le 10^e arrondissement (7 277 F).

Le prix moyen au mètre carré, tous arrondissements confondus, dépasse pour la première fois le barème des 10 000 F (10 669 F contre 9 792 F au premier semestre de 1986, le 8^e arrondissement étant le plus cher (20 017 F le mètre carré), contre le 18^e (18 025 F le mètre carré), et l'arrondissement le moins cher, le 10^e arrondissement (7 277 F).

Le prix moyen au mètre carré, tous arrondissements confondus, dépasse pour la première fois le barème des 10 000 F (10 669 F contre 9 792 F au premier semestre de 1986, le 8^e arrondissement étant le plus cher (20 017 F le mètre carré), contre le 18^e (18 025 F le mètre carré), et l'arrondissement le moins cher, le 10^e arrondissement (7 277 F).

Le prix moyen au mètre carré, tous arrondissements confondus, dépasse pour la première fois le barème des 10 000 F (10 669 F contre 9 792 F au premier semestre de 1986, le 8^e arrondissement étant le plus cher (20 017 F le mètre carré), contre le 18^e (18 025 F le mètre carré), et l'arrondissement le moins cher, le 10^e arrondissement (7 277 F).

VALEURS	Cours de mai	Cours de mai
Alcatel	81	51 3/4
ATI	25	34 3/4
Bouygues	44 7/8	46 1/2
Compagnie Industrielle de France	27 7/8	38 1/4
Daewoo	115 1/2	118
Electricité de France	80 7/8	81 3/8
Enx	88 1/2	88 7/8
France Télécom	105 1/2	105 1/2
Général Electric	108 1/2	108 1/2
Général Motors	91 3/4	91 1/2
Grundig	87 3/8	86 1/2
ITT	105 1/2	105 1/2
Leclercq	59 3/4	58 1/2
Michelin	48 1/4	48 3/4
Peugeot	88 3/4	88 3/8
Renault	45	45 1/8
Toshiba	33 7/8	33 3/4
UAF	88	88
Union Carbide	31 1/8	30 7/8
USX	31 1/2	32 3/4
Westinghouse	62 1/4	62
Yanmar	78 3/8	79 3/8

FAITS ET CHIFFRES

● **Importations japonaises sous surveillance en Grande-Bretagne.** - La Grande-Bretagne a décidé d'effectuer une surveillance à l'importation de certains produits japonais, à compter du 7 mai, pour empêcher que les ordinateurs personnels, téléviseurs couleur et outillages électriques, écarter du marché britannique par les droits de douane de 100 % imposés par Washington, ne ruinent sur le marché britannique. Ces produits auront désormais besoin d'une licence de surveillance à l'importation, a déclaré le ministre du commerce. Il a ajouté que « les Japonais doivent comprendre que la Grande-Bretagne et ses partenaires de la Communauté sont prêts à défendre leurs intérêts commerciaux légitimes ».

● **Diminution de plus de moitié de l'excédent du commerce extérieur argentin.** - L'excédent de la balance commerciale argentine a diminué de 53,7 % en 1986, pour s'inscrire à 2,12 milliards de dollars seulement, annonce l'Institut national des statistiques. Les exportations ont enregistré une chute de 18,6 % par rapport à 1985, pour s'inscrire à 6,837 milliards de dollars, alors que les importations connaissent une forte hausse de 23,6 % et s'élèvent à 4,714 milliards de dollars.

● **Fortes hausses de l'aide internationale accordée au Ghana.** - Deux jours de réunion du groupe consultatif sur le Ghana, réuni à Paris sous l'égide de la Banque mondiale, ont confirmé, le 7 mai, l'indépendance de la politique de la Banque mondiale, qui porte les bailleurs de fonds à la politique de redressement suivie par le régime d'Accra. Le ministre des finances et de la planification, M. Kwesi Botchey, escomptait une enveloppe de 576 millions de dollars, d'aide pour 1987. Il a obtenu 818 millions, soit 69 % de plus que les 435 millions décaissés en 1986. Cet apport supplémentaire est le bienvenu pour un pays dont la dette extérieure est évaluée à 2,1 milliards de dollars, représentant des échéances de 460 millions de dollars en 1987.

● **Suppression d'emplois à la COFAZ, dans les Hautes-Pyrénées.** - Au cours d'une réunion du comité d'entreprise, le mardi 28 avril, a été confirmée la suppression de 193 emplois dans l'usine de Souillon (Hautes-Pyrénées) de la Compagnie française d'azote (COFAZ), reprise depuis janvier 1986 par la société norvégienne Norsk Hydro. Le plan de restructuration, qui ramènera, en avril 1988, le nombre d'emplois de 320 à 513, prévoit 174 licenciements, 14 départs en préretraite et 3 mutations dans d'autres usines, sur six mois à partir d'octobre 1987. L'usine de la COFAZ est la seule activité industrielle de la région d'Angoulême. (Corresp.)

● **Five-Lite : 271 millions de pertes en 1986.** - La compagnie Five-Lite, filiale de Paribas, spécialisée dans la mécanique lourde, a subi une perte de 271 millions de francs en 1986, contre un bénéfice de 97 millions en 1985. Cette perte est essentiellement due à la faillite de son ex-filiale Nasa Electronique (magasins de hi-fi, vidéo).

Le Monde sur minitel

BOURSE CONFIEZ-NOUS VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Et tous les jours nous vous indiquons l'évolution de chaque valeur et du montant global de votre portefeuille. Dès la clôture de la Bourse.

POUR RÉAGIR PLUS VITE
Nous suivons l'intégralité des cotations à la Bourse de Paris. En tout 4500 valeurs. A vous de dénicher les bonnes affaires.

ET PAS DE RISQUES D'INDISCRÉTIONS
Nous vous attribuons un code personnel et secret qui vous donne accès à la sélection de valeurs que vous avez vous-même établie. C'est tout simple.

Certains utilisateurs, d'ailleurs, se sont constitués plusieurs portefeuilles : un avec leurs véritables avoirs et d'autres - fictifs - pour mieux suivre certaines valeurs. Et acheter au bon moment.

INGÉNIEUX ET EFFICACE, NON ?

36.15 TAPÉZ LEMONDE

Le Monde
EDUCATION
EN VENTE PARTIELLE

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 M. Kurt Waldheim porte plainte contre le président du Congrès juif mondial. — Pologne : modification de la Constitution. 3 États-Unis : le retrait de M. Gary Hart pour l'investiture démocrate. — Afrique du Sud : après les « élections blanches ».	4 La majorité et la gauche instituent l'autorité parentale commune.	5 Klaus Barbie devant les assises de Lyon. — Journal d'un amateur, par Philippe Boucher. 6 Le procès de Jean-Claude Duvalier à Grasse.	13 Festival de Cannes : Un homme amoureux, de Diane Kurys ; un entretien avec Isabelle Rossellini. 14 L'impressionnisme au faubourg Saint-Honoré.	18 M. Chirac exhorte les entreprises à développer les exportations. 19 La mise sur le marché de la CSE est une opération-test pour la politique de privatisation.	Radio-télévision 16 Légion d'honneur 16 Carnet 17 Météorologie 17 Jeux 10 Philatélie 17 Loto 17 Spectacles 15	● L'authenticité en justice, SOC. ● Gagnez l'Armée 86 dans « le Monde ». AN. Actualité, Sports, Télévision, Bourse, Météo, Immobilier. 36-15 Tapez LEMONDE

Le débat sur le désarmement

Les Européens répondront aux propositions soviétiques « avant l'été »

estime le porte-parole de M. Chirac

Les gouvernements européens « se dirigent vers un consensus » sur le problème des armements nucléaires en Europe et devraient adopter une « position commune » sur les propositions de M. Gorbatchev « dans quelques semaines, peut-être un mois, un mois et demi, et en tous cas avant l'été », tel est le pronostic qu'a formulé M. Denis Baudouin, porte-parole de M. Chirac, jeudi 7 mai.

Le même jour, à Nantes, le premier ministre avait salué le fait que la France est « le seul grand pays qui ait un consensus sur l'exigence de sa défense », ce qui lui donne une « force considérable », rapporte notre envoyé spécial. « Quels que soient les aléas de la politique nationale, il n'y a pas de remise en cause

de notre politique de défense, ni de notre politique extérieure », a dit encore M. Chirac, qui a toutefois mis en garde : « Seule une discussion nucléaire conduite à la sagesse. Alors attention à tout ce qui peut transformer les équilibres, qui sont délicats. »

A Moscou, l'agence TASS a critiqué la déclaration du chancelier Kohl sur le désarmement (le Monde du 8 mai). Selon l'agence soviétique, le chancelier ouest-allemand « rabâche la thèse imaginaire et inconsistante de la suprématie militaire soviétique », et « écrit pratiquement répondre à la proposition de l'URSS sur la liquidation des missiles à courte portée ».

Par ailleurs, Moscou a protesté mercredi après-midi contre les faits qu'il « y a eu des fuites radioactives au-delà du territoire américain après les explosions nucléaires souterraines effectuées les 3 et 11 février au Nevada », a annoncé le ministère soviétique des affaires étrangères. Ces fuites radioactives, qui ont été détectées et analysées « par les organismes soviétiques compétents », a précisé un porte-parole, violent une disposition du traité de Moscou de 1963 sur l'interdiction des essais nucléaires dans l'atmosphère. En mars, les États-Unis avaient formulé une accusation analogue contre Moscou à la suite de l'essai soviétique du 26 février.

La position du chancelier Kohl est approuvée par le Bundestag

BONN

de notre correspondant

Le chancelier Kohl a obtenu, jeudi 7 mai, un vote favorable du Bundestag sur sa position à propos du désarmement. Dans sa déclaration, le chancelier s'était prononcé pour l'acceptation de l'option zéro sur les missiles intermédiaires (FNI), mais était resté très prudent sur l'offre soviétique d'éliminer également les missiles de portée infé-

rieure, entre 500 et 1 000 kilomètres (le Monde du 8 mai).

Les divisions de la coalition sur ce dernier point sont clairement apparues au cours des débats. Tout en votant la confiance au chancelier, les libéraux ne se sont pas privés de rappeler que l'offre soviétique était « souhaitable ». Ils ne sont toutefois pas allés plus loin que de réclamer, eux aussi, une « étude approfondie ». M. Genscher, le ministre libéral des affaires étrangères, indiquant que les Soviétiques restaient sur ce point ouverts à la discussion.

Le président du groupe parlementaire CDU-CSU, M. Alfred Dregger, a, en revanche, une nouvelle fois affirmé son hostilité à tout accord qui laisserait les deux Allemagnes seules exposées à la menace des missiles d'une portée inférieure à 500 kilomètres. Refusant la politique de « saucisson », il a estimé que, si le désarmement ne pouvait être réalisé que par étapes, « chaque étape devait garder l'ensemble de vue ». Son adjoint, M. Volker Rübe, vice-président du groupe parlementaire CDU, qui s'était rendu il y a dix jours à Washington pour exprimer les craintes de la direction du parti démocrate-chrétien, a estimé qu'il était préférable de limiter le nombre de missiles de portée inférieure plutôt que de vouloir éliminer totalement les missiles susceptibles d'atteindre les arrières d'un ennemi potentiel. Il a accusé l'opposition de ne vouloir rien d'autre que la totale dénucléarisation de l'Europe et de s'attendre qu'il se charge de leur réclamer à son tour l'élimination de tous les missiles, y compris les forces nucléaires françaises et britanniques.

Cette accusation n'est pas tout à fait sans fondement. C'est d'ailleurs ce qu'a laissé entendre, au nom des Verts, le député Mechterheimer, l'un des théoriciens du mouvement pacifiste. Sans aller jusqu'à l'expert du Parti social-démocrate en matière de désarmement, M. Egon Bahr, s'est prononcé pour

l'élimination totale des missiles à moyenne et à courte portée, de 150 à 1 000 kilomètres. M. Bahr estime que les missiles tactiques, les forces stratégiques américaines affectées au théâtre européen sous la bannière de l'OTAN et les forces nucléaires françaises et britanniques sont amplement suffisantes pour dissuader toute attaque nucléaire. Le responsable social-démocrate souligne que l'accent doit être mis plus que jamais sur la réalisation de l'équilibre des forces conventionnelles, ce qui suppose selon lui l'« européanisation » des forces conventionnelles ouest-européennes et qui, souligne-t-il, dépend en premier lieu de la France.

Derrière le désaccord sur la double option zéro se profile un désaccord de fond beaucoup plus important sur la nécessité de conserver ou non la doctrine de la « riposte graduée » face à une attaque nucléaire ou conventionnelle. Les sociaux-démocrates l'estiment « obsolète », comme l'a rappelé l'ex-chancelier Helmut Schmidt dans un article publié jeudi par l'hebdomadaire Die Zeit. L'ancien chancelier, qui tient aujourd'hui sa revanche après s'être vu reprocher par son propre parti d'être l'un des pères de la double décision de l'OTAN, estime que le nucléaire ne peut, pour l'Ouest, avoir d'autres fonctions que de dissuader l'Est de déclencher en premier un feu nucléaire.

HENRI DE BRESSON.

La visite de M. Raimond au Pakistan

La France propose à Islamabad une coopération nucléaire « non proliférante »

Islamabad (AFP, Reuters). — La France est prête à « examiner une éventuelle coopération électro-nucléaire civile avec le Pakistan », une fois tournée la page du contentieux nucléaire entre les deux pays, a déclaré, le 7 mai, à Islamabad, le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond. Le ministre a remis cette nouvelle proposition française à ses interlocuteurs pakistanais, qui pour l'instant « l'étudient ». M. Raimond, en visite au Pakistan pour deux jours, avait rencontré, mercredi, son homologue M. Sahabzada Yaqub Khan, et, jeudi, le président Mohammad Zia-ul-Haq et le premier ministre Mohammad Khan Junejo. La France avait rompu unilatéralement en 1978 un contrat pour la construction d'une mine de retraitement nucléaire à Chasma. Depuis, le Pakistan demandait des compensations à la France (le Monde du 7 mai).

Au cours d'une conférence de presse à l'issue de sa visite, M. Raimond a précisé que, à la différence du contrat annulé, la nouvelle proposition portait sur un équipement qui, par nature, ne contribuait pas à la prolifération nucléaire. Washington et Paris avaient craint en 1978 qu'« Islamabad n'utilise le matériel français à un programme d'armement nucléaire ». Le communiqué officiel français sur la visite de M. Raimond ajoute que d'autres pays européens pourraient être associés à la future coopération nucléaire franco-pakistanaise.

D'autre part, M. Raimond a rencontré, jeudi également, les dirigeants des sept principaux partis de la résistance afghane, et a exprimé « le soutien politique et diplomatique » de la France à leur guérilla contre l'armée soviétique en Afghanistan. C'est la première fois qu'un ministre des affaires étrangères occidentales rencontre les sept partis de la guérilla ensemble. Le ministre français a notamment rappelé à ses interlocuteurs la « condamnation absolue » par Paris de l'intervention soviétique en Afghanistan. Dans la journée, le ministre français avait signé avec les Pakistanais un accord de fourniture de 6 000 tonnes de blé pour les réfugiés afghans au Pakistan. Selon des sources françaises, les dirigeants de la guérilla ont assuré le ministre français de leurs efforts pour sélectionner en leur sein un dirigeant unique, après quoi la guérilla afghane ouvrirait des représentations unitaires à Washington, Riyad et Paris en priorité.

La rencontre du chef de la diplomatie française avec les représentants de la résistance afghane avait été condamnée à l'avance, mercredi, par l'agence télégraphique de presse, CTK, qui se charge fréquemment de faire savoir ce que pense Moscou. Dans une dépêche provenant d'Almaty, CTK écrit que le programme de M. Raimond au Pakistan comportait « une rencontre provocatrice avec les leaders de plusieurs groupes contre-révolutionnaires qui ont trouvé refuge au Pakistan dans la guerre non déclarée contre l'Afghanistan ».

Après une déclaration de M. Malhuret

Polémique entre Paris et Hanoï sur les droits de l'homme

Les relations entre la France et le Vietnam, qui ne brillent pas par leur chaleur, ont été marquées ces derniers jours d'irritation par une déclaration de M. Claude Malhuret, secrétaire d'État aux droits de l'homme, condamnant le régime de Hanoï pour sa politique dans le domaine dont il a la charge. Prenant la parole le 2 mai, à Charenton, au cours d'une réunion d'experts vietnamiens à l'occasion du dixième anniversaire de la prise de Saigon, le 30 avril 1975, par les forces communistes vietnamiennes, M. Malhuret avait regretté que le Vietnam ne figure pas sur la « liste noire » des Nations unies énumérant les pays coupables de violations des droits de l'homme.

Le régime de Hanoï, avait-il déclaré, « est l'un des pires dictateurs et l'un des pires totalitaires » qui soient dans le monde, et s'est élevé contre toute forme de

« complicité avec ceux qui violent aujourd'hui les droits de l'homme au Vietnam d'une manière massive ».

Le chargé d'affaires de l'ambassade de France à Paris a protesté mercredi 6 mai après du Quai d'Orsay contre ces déclarations qui, a-t-il dit, « offensent les sentiments du peuple vietnamien », et constituent une « entrave au développement des relations » entre Paris et Hanoï.

D'autre part, un porte-parole vietnamien à Hanoï a fait savoir, jeudi 7 mai, que le Vietnam était disposé à accueillir une mission exploratoire américaine destinée à préparer la venue éventuelle d'un émissaire du président Reagan en la personne du général à la retraite John Vessey, sans toutefois se prononcer explicitement sur l'issue des conversations préliminaires (le Monde daté 25-27 avril).

L'élection présidentielle de 1988

Les « rénovateurs » du PCF n'excluent pas de présenter un candidat

Les électeurs seront-ils les arbitres de la confrontation finale entre la direction du PCF et les « rénovateurs » ? L'hypothèse n'est plus vraiment d'école depuis le 7 mai. Rompant avec une certaine forme d'anonymat clandestin, les contestataires du COCORECO (Collectif de coordination des rénovateurs communistes) ont convié la presse, afin de lever le voile sur ce qu'ils sont et font.

Un homme et une idée ont, implicitement, occupé le devant de la scène. L'homme, c'est M. Pierre Juquin. Officiellement, l'ancien porte-paroi du PCF, chargé du bureau politique lors du congrès de février 1985, mais toujours membre du comité central, siège dans le collectif national de coordination. Il n'avait jusqu'ici jamais revendiqué, face à la direction du parti, cette place dans cette structure dont l'activité est qualifiée de « fractionnelle » place du Colonel-Fabien. L'idée, c'est que les « rénovateurs » n'écartent pas l'hypothèse d'une candidature propre à l'élection pré-

sidentielle. Cette idée, encore mise en candidat, deviendrait réalité si le candidat choisi par le PCF n'était pas, de l'avis des opposants, capable de « rassembler tous les communistes ».

Les dirigeants du COCORECO, qui ont décidé de passer à l'offensive dix jours avant l'ouverture de la session du comité central (18, 19 et 20 mai) consacrée à la présélection — le choix de la direction soumise à l'approbation des communistes, disent les amis de M. Marchais — du candidat à l'élection présidentielle, sont connus dans les rangs du parti pour avoir exprimé des désaccords depuis plusieurs années. Il s'agit de MM. Jean Villanova (Rhône), ancien collaborateur de M. Juquin, et Jean-Luc Dellacherie (Nord). Ces deux « tours de contrôle » de la rénovation étaient entourés, jeudi, de MM. Alain Amicable, ancien dirigeant fédéral de Meurthe-et-Moselle, candidat à l'élection présidentielle, et d'un conseiller cantonal partiel (le Monde du 1^{er} avril), Alain Arvin-Bérod, conseiller municipal d'Échirolles (Isère) et Antoine Martinez, maire de Bédarieux (Hérault), évincé du

comité de section de sa commune par la direction fédérale (le Monde du 5 mai).

Il est confirmé que des coordinations rénovatrices sont installées dans une « solennité de départements » et qu'il y a des « contacts dans quatre-vingt-trois départements ». Concernant son attitude vis-à-vis de la désignation du candidat communiste à l'élection présidentielle, M. Juquin souligne qu'il se battra « dans le parti, tant qu'il y aura un espace » afin de choisir « un candidat rassembleur ». A l'évidence, un certain nombre des « rénovateurs » présents ne se font guère d'illusions sur un hypothétique renversement de la politique définie au vingtième congrès.

M. Martinez estime que certaines cellules de l'Hérault, à Bédarieux en particulier, suggèrent au PCF la candidature de M. Juquin, entre la réunion du prochain comité central et celle de la conférence nationale fixant le choix définitif (12 et 13 juin). Mais les « rénovateurs » coincés dans la procédure de consultation des communistes qui, selon les constatactions, est déjà verrouillée, seront peut-être conduits à désigner, comme candidat alternatif au candidat officiel.

Les « rénovateurs » ne sont pas unanimes sur ce point : une telle candidature, sans précédent historique, ferait des ravages dans l'élection communiste, même si la direction affirme que le phénomène « rénovateur » est en perte de vitesse. Cette hypothèse, attendue

depuis de nombreux mois dans une partie de la gauche, au PSU par exemple, à l'extrême gauche (Ligue communiste révolutionnaire et Parti pour l'alternative communiste) et dans une certaine frange écologiste, serait-elle susceptible de créer la dynamique à laquelle rêvent secrètement les « rénovateurs » ? Il s'agit d'un pari.

La direction du PCF ne fait pour le moment aucun commentaire sur une telle éventualité. On peut cependant imaginer qu'elle estime qu'il s'agit, au mieux, d'une pression « extérieure » sur le comité central et, au pis, d'une opération de division « liquidatrice ».

OLIVIER BIFFAUD.

Dollar : léger effritement

Après s'être un peu redressé jeudi soir à New-York, au vu des conditions jugées assez satisfaisantes dans lesquelles la troisième tranche de l'opération de refinancement du Trésor américain s'était déroulée, le dollar s'est de nouveau effrité vendredi 8 mai sur les places financières internationales restées ouvertes. A Tokyo, le billet vert s'est effrité à 138,88 yens (contre 138,95 yens). Un peu plus tard, il a valu 1,7760 DM à Francfort (contre 1,7780 DM la veille).

A B C D E F G

PARIS/LOS ANGELES

ou San Francisco

Prix aller-retour

sur vols réguliers

* Plus de 18 fréquences

servant quotidiennement

sur l'Amérique du Nord

3995 F*

REPUBLICQUE TOURS

*Vols réguliers soumis à certaines conditions d'utilisation (Mars/Oct 87)

En Une Demi Heure Chez Vous
vos Repas, votre Plateau de Fruits de Mer
par « LAYRAC à domicile »
en téléphonant à 46.34.21.40
(Vous pouvez choisir votre Menu sur MINITEL à 4312420)
Prix nets • Livraison gratuite

SEPTIÈME ANNÉE - N° 134

L'Union
de Moscou
Téhéran

L'Union de Moscou Téhéran... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)